

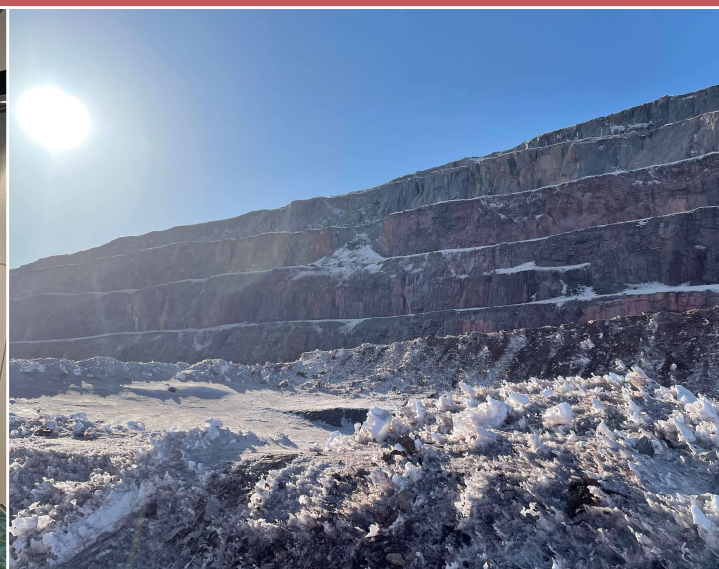


Nunavut Impact Review Board

Cumulative Effects Assessment Framework Workshop Report

In relation to
Baffinland Iron Mines Corporation's Mary River Project

NIRB File No. 08MN053



April 2024

Commission du Nunavut chargée de l'examen des répercussions

Rapport de l'atelier sur le cadre d'évaluation des effets cumulatifs

Pour le
Projet Mary River de la Baffinland Iron Mines Corporation

No. de référence de la CNER : 08MN053

Avril 2024

LETTRE D'ACCOMPAGNEMENT

No. de référence de la CNER : 08MN053

Le 8 avril 2024

L'honorable Dan Vandal, C.P., M.P.
Ministre des Affaires du Nord
Gouvernement du Canada
Chambre des communes
Ottawa, ON K1A 0A6

Envoyée par messenger et par courriel : dan.vandal@parl.gc.ca

Objet : Rapport de suivi de la Commission du Nunavut chargée de l'examen des répercussions à l'atelier sur le cadre de l'évaluation des effets cumulatifs du projet Mary River de la Baffinland, organisé à Iqaluit les 19 et 20 février 2024.

Monsieur le Ministre,

Je vous prie de trouver ci-joint le rapport de la Commission du Nunavut chargée de l'examen des répercussions (la CNER ou la Commission), résumant les discussions et les résultats de l'atelier sur le cadre d'évaluation des effets cumulatifs afférent au projet Mary River (le projet) de la Baffinland Iron Mines Corporation (la Baffinland ou le promoteur). Dirigé par la Commission, cet atelier (l'atelier) a eu lieu les 19 et 20 février 2024 à Iqaluit.

La documentation inhérente à cette activité est directement accessible sur le Registre public en ligne de la CNER, dans le chapitre associé à la proposition de maintien des activités de la Baffinland à l'adresse : <https://www.nirb.ca/project/125767>.

Ce rapport donne un bref aperçu des observations distribuées avant l'atelier, résume les discussions de l'atelier et pave la voie à l'élaboration d'un cadre d'évaluation des effets cumulatifs du projet Mary River.

Et plus particulièrement, après avoir dûment examiné les observations présentées avant, pendant et après l'atelier, la Commission a formulé les recommandations suivantes pour optimiser l'évaluation des effets cumulatifs du projet et des réexamens ultérieurs à court, moyen et long termes :

1. Améliorations pour l'évaluation des effets cumulatifs de la demande de modification PMA2 :

La Commission déterminera si les engagements pris par le promoteur pour actualiser l'approche de l'évaluation des effets cumulatifs suffisent à étayer la demande de modification PMA2, sinon, la CNER émettra des directives supplémentaires.

2. **Identification des améliorations à la surveillance et à l'évaluation des effets cumulatifs du projet approuvé :** La Commission propose de commencer à évaluer le programme de surveillance existant du projet Mary River, (avec la coopération continue des participants de l'atelier), après l'achèvement du processus d'évaluation de la demande de modification PMA2 (ou parallèlement selon le processus et les échéances); cette évaluation aura pour but d'identifier les améliorations ainsi que de déterminer la nécessité ou non d'actualiser les modalités et conditions existantes du certificat de projet ou d'émettre de futures directives pour une efficace mise en vigueur des modalités et conditions du certificat de projet en vue de répondre aux préoccupations dues soit à de possibles effets cumulatifs liés à l'exploitation en cours, soit aux composantes du projet approuvées au terme de l'actuel certificat de projet mais pas encore construites (par exemple, le chemin de fer du sud et le port dans la baie Steenby.).
3. **Élaboration et incorporation du Cadre d'EEC pour guider de futures évaluations :** En collaboration avec le comité multipartite susmentionné du nouveau Cadre d'EEC (ou, d'un comité officiel, créé sur la base des consultations avec les intervenants pertinents), la Commission élaborera un cadre d'EEC modernisé pour appuyer la prise en compte de futures évaluations (La Commission espère que ces travaux pour le projet Mary River seront concomitants, soutiendront son actuelle élaboration des Lignes directrices normalisées pour l'évaluation des répercussions et seront intégrés dans les Lignes directrices normalisées pour la préparation d'un Énoncé des répercussions, une fois terminées).

La traduction en Inuktitut de cette version est en cours et sera disponible dès que possible.

En cas de questions ou de demande de précisions sur ce dossier, contactez Robbin Sinclair, directeur général de la CNER au (867) 983-4608 ou rsinclair@nirb.ca.

Dans l'attente, je vous prie d'agréer Monsieur le Ministre l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Marjorie (Kavie) Kaluraq

Présidente

Commission du Nunavut chargée de l'examen des répercussions

cc: L'honorable Steven Guilbeault, C.P., ministre de l'Environnement et du Changement climatique
L'honorable Diane Lebouthillier, C.P., ministre des Pêches et des Océans et de la Garde côtière canadienne
L'honorable The Honourable Jonathan Wilkinson, Minister of Energy and Natural Resources
L'honorable Pablo Rodriguez, C.P., ministre des Transports
L'honorable Lori Idlout, députée fédérale du Nunavut

Andrew Nakashuk, président, Commission d'aménagement du Nunavut
Lootie Toomasie, président, Office des eaux du Nunavut
Aluki Kotierk, présidente, Nunavut Tunngavik Incorporated
Olayuk Akesuk, président, Qikiqtani Inuit Association
Megan Lord-Hoyle, Baffinland Iron Mines Corporation
Lou Kamermans, Baffinland Iron Mines Corporation
Liste de diffusion Mary

TABLE DES MATIÈRES

RAISON D'ÊTRE DU RAPPORT

RAISON D'ÊTRE DU RAPPORT	I
LETTRE D'ACCOMPAGNEMENT.....	II
TABLE DES MATIÈRES	V
LISTE DES FIGURES.....	VI
LISTE DES TABLEAUX	VI
1 INTRODUCTION	7
1.1 Contexte	7
2 LE PROJET MARY RIVER TEL QU'ACTUELLEMENT APPROUVÉ ET EXPLOITÉ.....	9
3 LES ÉVALUATIONS DU PROJET MARY RIVER PAR LA CNER ET LES MODIFICATIONS À CE JOUR.....	10
3.1.1 Le projet Mary River initial (2012)	10
3.1.2 La proposition de phase de génération de recettes anticipées (Modification no.1) 11	
3.1.3 La proposition d'augmentation de la production (Modification no.2)	12
3.1.4 Demande de prolongation de la proposition d'augmentation de la production (Modification no.3).	13
3.1.5 Renouvellement de la proposition d'augmentation de la production (Modification 4) 14	
3.1.6 La proposition de maintien des activités (Modification no.5)	15
3.1.7 La proposition de mise en valeur de la phase 2	15
3.1.8 Composantes du projet, construites à ce jour	16
4 L'ATELIER SUR LE CADRE D'ÉVALUATION DES EFFETS CUMULATIF	17
4.1 Historique de la procédure d'atelier.....	17
4.2 Financement des participants.....	18
4.3 Tenue de l'atelier	18
4.4 Participants	19
4.5 Documents de l'atelier.....	20

4.6	Présentations de l'atelier.....	20
4.7	Résumé des commentaires des participants.....	21
4.7.1	Résumés des observations soumises.....	21
4.8	Résumé des commentaires et des thèmes généraux discutés pendant l'atelier	29
5	RÉSUMÉ ET RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION DU NUNAVUT CHARGÉE DE L'EXAMEN DES RÉPERCUSSIONS CONCERNANT LE CADRE D'ÉVALUATION DES EFFETS CUMULATIFS.....	35
5.1	Résumé des enjeux	35
5.2	La voie à suivre.....	40
5.2.1	La demande de modification PMA2.....	40
5.2.2	Le programme de surveillance actuel et les modalités et conditions du certificat de projet	41
5.2.3	Développement /finalisation/intégration du cadre d'EEC	42
ANNEXE A	LISTE DES ACRONYMES.....	44
ANNEXE B	SOMMAIRE DE LA LISTE DES PARTICIPANTS À L'ATELIER.....	45
ANNEXE C	ORDRE DU JOUR DÉFINITIF DE L'ATELIER SUR LE CADRE D'ÉVALUATION DES EFFETS CUMULATIFS POUR LE PROJET MARY RIVER DE LA BAFFINLAND.....	47

LISTE DES FIGURES

Figure 1:	Carte de l'emplacement du projet Mary River.....	11
Figure 2:	Phase de génération de recettes anticipées du projet Mary River	12
Tableau 2:	Documents de l'atelier sur le cadre d'évaluation des effets cumulatifs	20

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1:	Trousses d'information fournies par les parties le 18 janvier 2023.....	20
Tableau 2:	Documents de l'atelier sur le cadre d'évaluation des effets cumulatifs	20
Tableau 3:	Résumé des commentaires soumis par les parties dans leurs trousse d'information	21

1 INTRODUCTION

1.1 Contexte

Tel que communiqué par les ministres compétents² dans leur correspondance du 17 octobre 2023, la demande ministérielle adressée à la Commission du Nunavut chargée de l'examen des répercussions (la CNER ou la Commission) d'organiser un atelier sur le cadre d'évaluation des effets cumulatifs (l'atelier), liée au projet de mine de fer Mary River de la Baffinland Iron Mines Corporation (la Baffinland), s'inscrit dans le contexte suivant :

« Comme les autres ministres compétents et moi l'avons indiqué dans notre correspondance envoyée à la Commission le 20 avril 2023, au début du processus de réexamen, le gouvernement du Canada appuie la demande des parties d'actualiser l'évaluation des effets cumulatifs du projet Mary River. Nous avons d'autre part ajouté que nous nous attendions à ce qu'une telle évaluation s'inscrive dans toute future demande de la Baffinland ou soit traitée comme évaluation distincte de la Baffinland. La Commission a en outre souligné dans son rapport « les défis particuliers que posait une telle évaluation des effets cumulatifs des modifications proposées de pair avec le projet Mary River proposé dont les principales composantes n'ont pas encore été construites. » Les ministres compétents reconnaissent que la Commission compte sur « une solide évaluation de toute future demande d'importantes modifications au projet ».

Nous tenons compte des préoccupations exprimées lors de récents processus par la Commission et par d'autres au Nunavut, à savoir que l'approche progressive de la mise en valeur du projet Mary River avait compliqué la complète évaluation des effets cumulatifs.. Et le temps écoulé depuis l'examen initial du projet et son approbation en 2012 avait par ailleurs aggravé ce problème. De nouvelles données résultant de la surveillance du projet et d'autres études menées dans la région ont accru les préoccupations des Inuits et d'autres, afférentes aux effets cumulatifs du projet Mary River dans son ensemble. À notre avis, ces préoccupations constituent une excellente occasion d'intensifier la compréhension collective des effets cumulatifs du projet Mary River ainsi que

² Les ministres compétents pour la proposition incluaient : le ministre des Affaires du Nord, le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, le ministre de l'Environnement et du Changement climatique, la ministre des Pêches et Océans et de la Garde côtière canadienne et le ministre des Transports.

d'autres facteurs qui ont pu changer au fil du temps, notamment les répercussions du changement climatique³.

Dans cet important contexte, l'atelier avait entre autres comme objectifs de :

- donner une vue d'ensemble des approches de la Commission, de la Baffinland et des parties prenantes concernant l'évaluation et la surveillance des effets cumulatifs du projet Mary River à ce jour;
- Faciliter les discussions entre les parties pour établir la portée du cadre d'évaluation des effets cumulatifs pour le projet Mary River;
- Identifier les responsabilités, approches et attentes des participants vis-à-vis de la surveillance et de l'évaluation des effets cumulatifs et plus particulièrement en ce qui concerne le projet Mary River; et
- Identifier les informations que doit fournir la Baffinland et/ou les lacunes à combler pour de futures évaluations afférentes au projet Mary River et de futurs réexamens de son certificat de projet approuvé. .

Ce rapport donne un bref aperçu des observations écrites soumises avant l'atelier, résume les discussions tenues pendant l'atelier et pave la voie pour l'élaboration d'un cadre d'évaluation des effets cumulatifs du projet Mary River.

Pour faciliter l'examen et la compréhension de ce rapport, la Commission a inséré à l'[APPENDIX A](#) la liste des acronymes les plus utilisés.

³ 17 octobre 2023 – Correspondance des ministres compétents, p.2 (No. de réf. 347422 de la CNER (anglais) et 347500 (Inuktitut)).

2 LE PROJET MARY RIVER TEL QU'ACTUELLEMENT APPROUVÉ ET EXPLOITÉ

Tel qu'actuellement approuvé, le projet Mary River englobe l'exploration, la construction, l'exploitation, la fermeture et la remise en état d'une mine de fer à ciel ouvert au gisement no.1, avec transport et connexe et expédition maritime du minerai via la baie Steensby, (la « route du sud, approuvée en 2012) et l'inlet Milne (« le corridor de transport du nord », approuvée en 2014 et ultérieurement modifiée en 2018, 2020, 2022 et 2023). L'infrastructure requise pour le transport et l'expédition maritime par la route du sud n'a pas encore été construite mais lorsque la mine deviendra opérationnelle, la Baffinland sera autorisée à expédier jusqu'à 18 millions de tonnes de minerai par an (Mt/a) via la route du sud. Le transport et l'expédition maritime du minerai par la route du nord vers les marchés européens a commencé en 2015. Jusqu'au 31 décembre 2024, la Baffinland est autorisée à expédier jusqu'à 6 Mt/a par la route du nord (et en 2023, la Commission l'a autorisée à expédier par voie maritime jusqu'à 0.9 Mt/a de minerai de l'année précédente, qui serait resté « bloqué » sur le remblai au port de Milne. Le projet comporte trois principaux sites : le site de la mine, le port de Milne situé au nord du site de la mine et le port de Steensby, au sud de la mine. La route d'approvisionnement (Tote) d'environ 100 km de long, relie le port de Milne au site de la mine. Un chemin de fer d'environ 150 km avait été prévu dans le projet initial et devait relier le site de la mine au port de Steensby. Mais, tel que susmentionné, l'infrastructure nécessaire pour transporter le minerai et l'expédier par la route du sud n'a pas été construite.

L'exploitation actuelle du projet implique l'extraction et le broyage du minerai sur le site de la mine et son transport par camion le long de la route d'approvisionnement avant d'être expédié par le port de Milne entre le 15 juillet et le 31 octobre de chaque année par des vraquiers-minéraliers affrétés. Le projet approuvé inclut d'autres installations au port de Milne, notamment la construction d'un quai minéralier fixe, d'une aire de stocks de minerai et d'une zone de récupération, des installations de chargement de navires et un camp de logements. Pendant l'atelier, la Baffinland a annoncé qu'une nouvelle proposition de prolongation de la durée de l'exploitation actuelle et des activités de transport et d'expédition maritime par le corridor de transport du nord après le 31 décembre 2024, serait très prochainement soumise à la Commission aux fins d'examen.

3 LES ÉVALUATIONS DU PROJET MARY RIVER PAR LA CNER ET LES MODIFICATIONS À CE JOUR

3.1.1 Le projet Mary River initial (2012)

Le projet Mary River (le projet), tel qu'initialement approuvé en 2012, impliquait l'exploitation d'une mine de fer dans la réserve du dépôt no.1, à un taux de production nominal de 18 millions de tonnes par an (Mt/a). The Project englobait l'exploration étendue, la construction, l'exploitation, la fermeture et la remise en état d'une mine à ciel ouvert et de l'infrastructure connexe pour l'extraction, le transport et l'expédition par voie maritime du minerai de fer. Tel qu'illustré à la Figure 1, le projet comprend trois (3) sites principaux – le site de la mine, le port à l'inlet Milne au nord du site minier (Port de Milne) et un port à Steensby, au sud du site minier (port de Steensby). Il avait été proposé que le port de Milne soit relié au site de la mine par la route d'approvisionnement existante d'environ 100 km de long, (telle qu'améliorée pour le projet). Le port de Steensby quant à lui serait également relié au site de la mine mais par 150 km de voie ferrée (chemin de fer sud). Le fer serait expédié par voie maritime à l'année longue, dans des minéraliers construits à cet effet, à partir du port de Steensby (le corridor de transport du sud). Pendant la période de construction, les fournitures et l'équipement requis pour le site de la mine et la partie nord du chemin de fer sud proposé transiteraient par le port de Milne. En revanche, c'est au port de Steensby qu'arriveraient l'équipement et les fournitures pour la construction du port de Steensby et la partie sud du corridor ferroviaire sud. Il était prévu que la construction des installations du port de Steensby et du chemin de fer sud prenne jusqu'à quatre (4) ans.

La Commission a terminé son examen du projet Mary River initial en septembre 2012, recommandant qu'il soit autorisé à aller de l'avant, sous réserve des plus de 180 modalités et conditions⁴. Le projet initial a été approuvé par le ministre et le certificat de projet régissant son exécution a été délivré le 28 décembre 2012. À ce jour, et bien que la construction de l'infrastructure demeure autorisée en vertu du certificat de projet no. 005 délivré le 28 décembre 2012, d'importants éléments du projet initial n'ont toujours pas été construits, notamment : le port dans l'inlet de Steensby, le chemin de fer sud censé relier le site de la mine et l'inlet Steensby et la flotte de brise-glace minéraliers construits à cette fin.

Pour plus de détails sur le projet Mary River initial, se référer au Tableau de bord du projet sur le Registre public de la CNER à l'adresse : www.nirb.ca/project/123910.

⁴ (No. de réf. 286425), Dossier no. 08MN053, Rapport de l'audience finale du projet Mary River, Baffinland Iron Mines Corporation, 14 septembre 2012

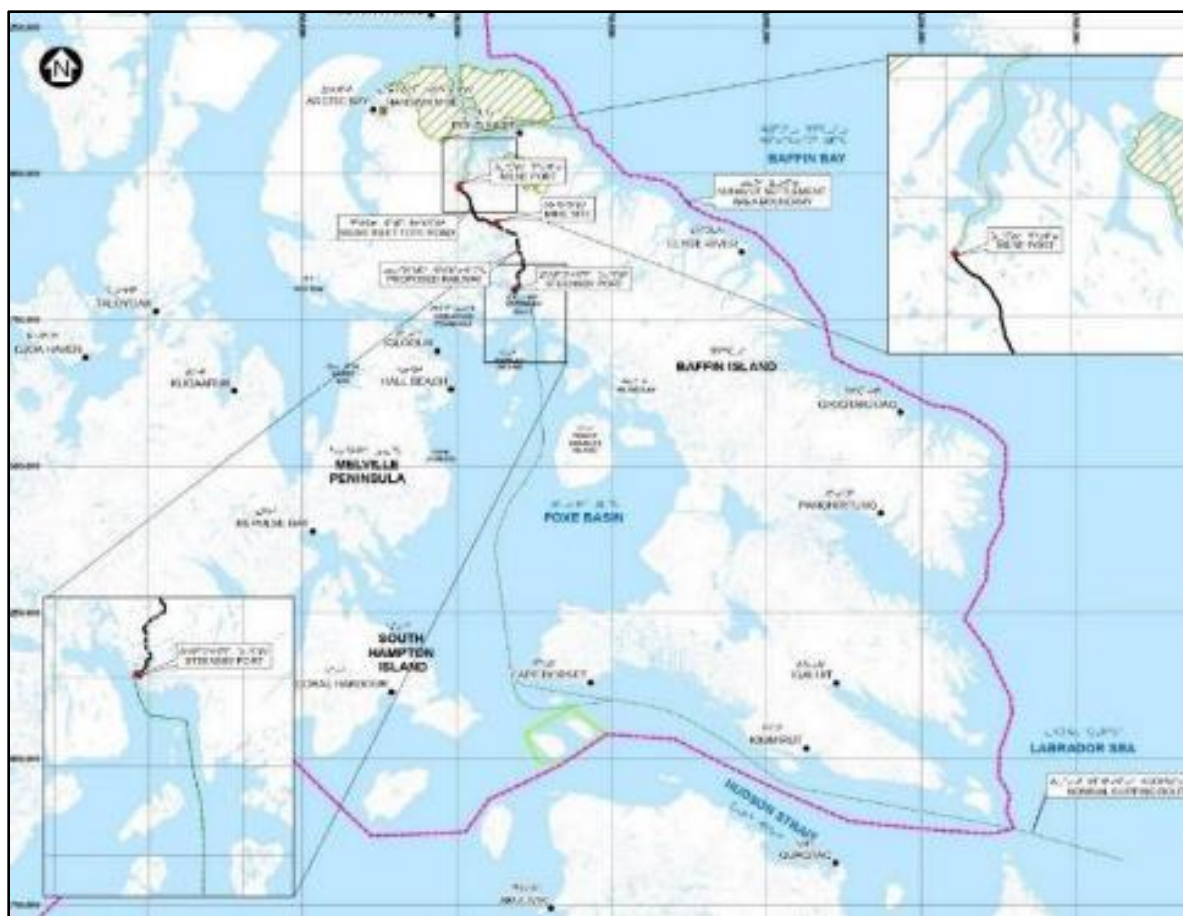


Figure 1: Carte de l'emplacement du projet Mary River

3.1.2 La proposition de phase de génération de recettes anticipées (Modification no.1)

En Janvier 2013, la Baffinland a demandé à modifier le projet Mary River initial en utilisant l'infrastructure manière préalablement approuvée pour extraire et transporter 3.5 Mt/a de minerai (jusqu'à 4.2 Mt/a si la flexibilité opérationnelle s'impose) le long de la route d'approvisionnement au nord jusqu'au port de Milne ([Figure 2](#)), d'où il serait expédié par voie maritime mais pendant la saison des eaux libres seulement. Le but de cette proposition était d'utiliser le transport et le corridor du nord pour générer suffisamment de revenu afin de financer la construction du chemin de fer du sud, du port de Steensby et des navires minéraliers construits à cette fin. L'exploitation du projet initial en serait alors retardée. Par conséquent, dans cette phase de génération de recettes anticipées (phase de génération de recettes anticipées – PGRA), la voie de transport maritime était modifiée allant du bassin Foxe dans le sud jusqu'au détroit Eclipse au nord de l'île de Baffin. La CNER a évalué cette proposition PRI et en a approuvé la mise en œuvre ; après modification conséquente, le certificat de projet no.005 a été à nouveau délivré le 28 mai 2014.

Pour plus de détails sur la proposition de phase de génération de recettes anticipées , se référer au Tableau de bord du projet sur le Registre public de la CNER à l'adresse www.nirb.ca/project/124700.

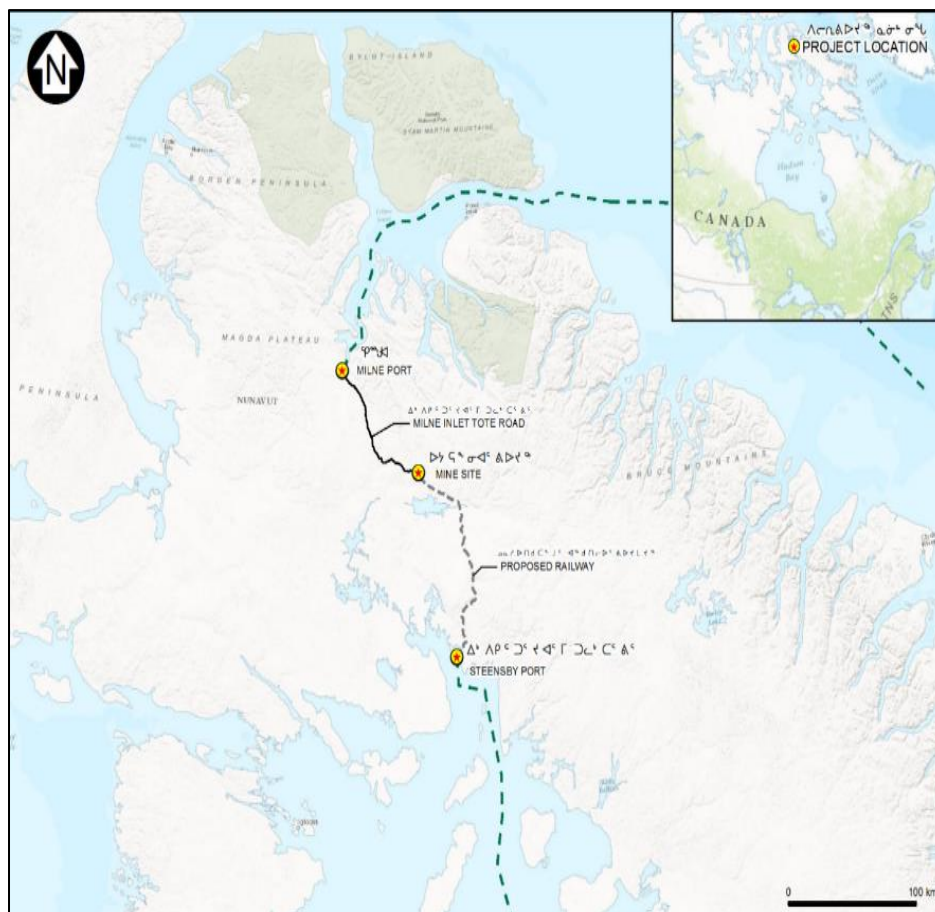


Figure 2: Phase de génération de recettes anticipées du projet Mary River

3.1.3 La proposition d'augmentation de la production (Modification no.2)

En avril 2018, la Baffinland a déposé la « proposition d'augmentation de la production, de stockage de carburant et de modification des logements au port de Milne », (proposition d'augmentation de la production). Avec cette augmentation de la production, le volume de minerai extrait passerait de 4.2 à 6 Mt/a et serait transporté par camion par la route d'approvisionnement, depuis le nord du site de la mine jusqu'au port de Milne. La portée de cette proposition d'augmentation de la production incluait également l'ajout, au dépôt de stockage du carburant du port de Milne, d'un réservoir de 15 millions de litres (ML) de diesel ainsi que de nouveaux logements pour 380 personnes au port de Milne.

Le 31 août 2018, la CNER soumettait son rapport de Réexamen avec recommandations au ministre des Affaires intergouvernementales et du Nord et du Commerce intérieur (ainsi nommé

à l'époque); De nos jours, le ministre a pour titre « ministre des Affaires du Nord ». La Commission recommandait que seules les améliorations à apporter au camp et l'expansion du dépôt de carburant soient autorisées. Elle expliquait que l'intensité potentielle du camionnage et du transport maritime qu'entraînerait cette augmentation de la production, pourrait provoquer des effets écosystémiques néfastes excédant ceux préalablement signalés par la CNER dans son examen de du projet initial Mary River (1012) et par la suite dans son évaluation de la proposition de phase de génération de recettes anticipées (2014). Par conséquent, la Commission recommandait que l'augmentation de la production ne soit pas autorisée. Le 30 septembre 2018, le ministre approuvait les recommandations positives de la CNER. Mais le ministre a modifié la recommandation d'interdire l'accroissement du camionnage et de du transport maritime et a accepté qu'un volume de 6 Mt/a maximum de minerai de fer soit transporté et expédié jusqu'à la fin de 2019 par le port de Milne. le transport et l'expédition maritime par le port de Milne, de 6 Mt/a maximum de minerai. En conséquence, le certificat de projet no.005 modifié a été délivré le 30 octobre 2018.

Pour plus de détails sur la proposition d'augmentation de la production, se référer au Tableau de bord du projet sur le Registre public de la CNER à l'adresse www.nirb.ca/project/124702.

3.1.4 Demande de prolongation de la proposition d'augmentation de la production (Modification no.3).

Le 6 décembre 2019, la Baffinland a soumis à la CNER une « Demande de prolongation de la proposition d'augmentation de la production » (la demande de prolongation), la priant aussi de modifier les modalités et conditions 179(1) et (179) du certificat⁵ du projet Mary River afin de rallonger jusqu'à 6 Mt/a la capacité limite de camionnage et du transport maritime jusqu'à ce que la Commission ait terminé son évaluation des modifications supplémentaires du projet approuvé, proposées par la Baffinland avec la « proposition de mise en valeur de la phase 2 ». La Baffinland a indiqué que cette demande de prolongation s'imposait puisque les étapes suivantes de l'évaluation de la mise en valeur de la phase 2 (audiences publiques) n'avaient pas été terminées en novembre 2019 et que la CNER envisageait de suspendre l'évaluation et de terminer les autres étapes du projet avant de reconvoquer l'audience publique. Le 4 mars 2020, après avoir évalué les effets écosystémiques et socioéconomiques potentiels, de la demande de prolongation de la Baffinland, la Commission a soumis ses recommandations aux ministres compétents, à savoir que la proposition soit autorisée à aller de l'avant, ce qui permettrait de repousser jusqu'à 6 Mt/a la limite de transport et d'expédition maritime du minerai par la route

⁵ Lettre de la Baffinland à la CNER concernant la demande de prolongation de la proposition d'augmentation de la production (no. de réf. De la CNER : 327657)

du nord et ce, jusqu'à ce que l'évaluation de la proposition de mise en valeur de la phase 2 soit terminée ou jusqu'au 31 décembre 2021.

Le 19 mai 2020, dans une correspondance écrite au nom des ministres compétents, le ministre des Affaires du Nord de l'époque a accepté la recommandation de la Commission concernant les modalités et conditions 179 (a) et (b) de la demande de prolongation. Le ministre a également modifié les conditions 179 (c) et 183 du certificat de projet no.005, modification no.003, (délivré le 18 juin 2020)) afin de s'assurer qu'elles répondent à leur objectif initial.

Pour plus de détails sur la demande de prolongation de la proposition d'augmentation de la production, se référer au Tableau de bord du projet sur le Registre public de la CNER à l'adresse à www.nirb.ca/project/124703.

3.1.5 Renouvellement de la proposition d'augmentation de la production (Modification 4)

En attendant la décision ministérielle sur la proposition de mise en valeur de la phase 2 et afin de maintenir les niveaux de production tout en réduisant le risque d'effets socioéconomiques néfastes que provoquerait le licenciement des employés, la Baffinland a soumis à l'Office une demande de « Renouvellement de la proposition d'augmentation de la production » (Renouvellement de la PAP) visant à modifier les modalités et conditions 179(a) et 179(b) du certificat⁶ de projet. Plus précisément, la Baffinland demandait que la Commission examine la continuité, jusqu'au 31 décembre 2022, du transport par camion et maritime de 6 Mt/a maximum de minerai, du site de la mine jusqu'au port de Milne. en passant par la route du nord, se poursuive jusqu'au 31 décembre 2022.

Le 22 septembre 2022, après avoir évalué le potentiel d'effets écosystémiques et socioéconomiques du renouvellement de la PAP, la CNER a recommandé aux ministres compétents que cette demande de la Baffinland soit approuvée. Le 4 octobre 2022, dans une lettre adressée à la Commission au nom des ministres compétents, le ministre des Affaires du Nord a accepté la recommandation de la CNER afférente aux modalités et conditions 179 (a) et (b) de la demande de renouvellement de la PAP mais en ajoutant, comme conditions exécutoires (annexe B du certificat de projet no.005, modification no.004), cinq (5) nouvelles modalités et conditions et en modifiant deux (2) autres afin d'entériner les engagements pris par la Baffinland pendant l'évaluation du renouvellement de la PAP. Le 3 novembre 2022, la Commission a délivré le certificat de projet no.005, modification no.4, incluant les altérations aux modalités et

⁶ Lettre de la Baffinland à la CNER concernant sa demande de prolongation de la proposition d'augmentation de la production (no. de réf. 327657)

conditions 49, 77, 179 (a) et d (b), 183 ainsi que les nouvelles conditions supplémentaires 185 à 189. ,

Pour plus de détails sur la proposition de renouvellement de la PAP, se référer au Tableau de bord du projet sur le Registre public de la CNER à l'adresse www.nirb.ca/project/124710.

3.1.6 La proposition de maintien des activités (Modification no.5)

Le 16 mars 2023, la Baffinland a soumis la Proposition de maintien des activités, demandant à la Commission de modifier les modalités et conditions 179 (a) et (b) afin de lui permettre de continuer à transporter et à expédier par le corridor du nord, jusqu'à 6 Mt/a. Elle a en outre demandé une souplesse opérationnelle afin d'expédier jusqu'à 0.9 Mt/a⁷ de minerai bloqué en piles de stockage au port de Milne, à cause des conditions atmosphériques défavorables et autres conditions d'expéditions des années précédentes. La Commission a évalué cette proposition sous forme de réexamen avec analyse technique par écrit suivie de deux tables rondes en présentiel, l'une à Iqaluit et l'autre à Pond Inlet. Le 13 septembre 2023, après avoir reçu les commentaires écrits et oraux, la Commission soumettait son rapport de réexamen avec recommandations aux ministres compétents, indiquant que la Proposition de maintien des activités devrait être approuvée jusqu'au 31 décembre 2024 et recommandant que les modalités et conditions 28, 35, 76, 82, 83 (a), 85, 99, 101, 150 et 179 (a) et (b) soient modifiées pour limiter les possibles effets néfastes des activités proposées. Les ministres compétents ont approuvé la recommandation de la Commission le 17 octobre 2023. Le 17 novembre 2023, après l'atelier du 3 novembre 2023 sur le certificat de projet, la Commission a délivré le certificat de projet no.005, modification no.005.

Pour plus de détails sur la proposition de maintien des activités, se référer au Tableau de bord du projet sur le Registre public de la CNER à l'adresse www.nirb.ca/project/125767.

3.1.7 La proposition de mise en valeur de la phase 2

Le 13 mai 2022, la Commission a soumis au ministre des Affaires du Nord son Rapport de réexamen de la proposition de mise en valeur de la phase 2 avec recommandations. La Commission a conclu que cette proposition risquait de provoquer d'importants effets écosystémiques néfastes sur les mammifères marins, les poissons, les caribous et autres espèces sauvages terrestres ainsi que sur la végétation et les écosystèmes d'eau douce, ce qui pourrait entraîner de préjudiciables répercussions socioéconomiques sur les Inuits. La Commission a en outre ajouté que la proposition risquait de provoquer de néfastes effets transfrontaliers sur les mammifères marins, les poissons et le milieu marin en général et elle craignait que ni la gestion

⁷ Pendant la Table ronde communautaire, tenue à Pond Inlet les 1^{er} et 2 août 2023, la Baffinland s'est engagée à limiter l'excès de minerai à 0.9 Mt/a, pour n'expédier au maximum qu'un total de 6.9 Mt/a en 2023 et 2024.

adaptative ni les programmes de surveillance ne puissent les atténuer. Elle donc recommandé que la proposition ne soit pas autorisée à aller de l'avant en ce moment. Dans une lettre du 16 novembre 2022, le ministre compétent a corroboré la recommandation de la Commission, à savoir que la proposition de mise en valeur de la phase 2 ne soit pas autorisée à passer à l'étape de la délivrance de permis.

Pour plus de détails sur la proposition de mise en valeur de la phase 2, se référer au Tableau de bord du projet sur le Registre public de la CNER à l'adresse www.nirb.ca/project/124701

3.1.8 Composantes du projet, construites à ce jour

Bien que la portée du projet préalablement approuvé soit censé englober toute la durée de vie de la mine, la Baffinland n'a construit à ce jour qu'une partie de l'infrastructure de transport proposée et ce, à cause des différents facteurs soulevés dans chaque modification. Le projet Mary River regroupe donc comme composantes construites :

- Le site de la mine:
 - Installations d'habitation;
 - Ateliers d'entretien
 - Front de taille du gisement no. 1;
 - Aire de stockage des stériles;
 - Parcs de stockage du carburant;
 - Concasseur externe ;
 - Site d'enfouissement/épandage et décharge ;
 - Aéroport et bande d'atterrissage;
 - Diverses installations d'entreposage;
 - Réseaux routiers;
- La route d'approvisionnement du site de la mine au port de Milne;
 - Ponts et ponceaux pour les traverses de cours d'eau;
- Port de Milne:
 - Installations d'habitation;
 - Ateliers d'entretien;
 - Différents réseaux routiers;
 - Site d'enfouissement/épandage;
 - Divers installations d'entreposage;
 - Réseaux routiers
 - Stockage du minerai et système de convoyage; et
 - Chargeur de navires et quai minéralier.

4 L'ATELIER SUR LE CADRE D'ÉVALUATION DES EFFETS CUMULATIF

4.1 Historique de la procédure d'atelier

Tel qu'indiqué au début du présent Rapport, le 17 octobre 2023, le ministre des Affaires du Nord a, au nom des ministres compétents, répondu à la Commission du Nunavut chargée de l'examen des répercussions quant à son rapport de réexamen et recommandations visant la "proposition de maintien des activités", modification proposée à la mine de minerai de fer Mary River. Dans cette correspondance, les ministres compétents ont ordonné à la Commission :

... d'organiser un atelier multipartite pour déterminer les composantes et définir les paramètres d'une complète évaluation des effets cumulatifs du projet Mary River.... Le cadre d'évaluation des effets cumulatifs établira une portée et une méthodologie convenues pour une évaluation qui, une fois achevée, sera utilisée pour actualiser les plans de surveillance et d'atténuation de tout certificat de projet afférent aux modifications éventuellement requises.

Après avoir sollicité les commentaires des parties lors de l'atelier sur le certificat de projet de la proposition de maintien des activités, commentaires portant sur les format et calendrier possibles d'un atelier ainsi que sur la possibilité d'aligner l'atelier sur le cadre d'évaluation des effets cumulatifs (cadre EEC) avec les activités de surveillance continues du projet, la CNER a décidé que l'atelier sur le cadre d'EEC se tiendrait en présentiel à Iqaluit, NU, les 19 et 20 février 2024.

De plus, le 15 décembre 2024, la Commission a invité la Baffinland, Nunavut Tunngavik Inc., la Qikiqtani Inuit Association, le gouvernement du Nunavut, le gouvernement du Canada, les Organisations de chasseurs et trappeurs de Pond Inlet, Igloolik, Sanirajak, Arctic Bay, Clyde River, Kimmirut, Kinngait et Coral Harbour ainsi que d'autres parties intéressées à participer à cet atelier. En réponse aux questions des parties, la CNER a également demandé aux intervenants de fournir les données suivantes :

Les organismes de réglementation, les organisations inuites désignées et les parties :

Un résumé des lois, politiques, cadres et autres documents d'orientation qui se rattachent à leurs rôles, leurs responsabilités, les exigences de réglementation et/ou les attentes afférentes aux évaluations d'effets cumulatifs.

La Baffinland:

Un résumé écrit de la portée du projet Mary River tel qu'approuvé à ce jour et tel qu'actuellement construit et exploité, avec l'identification des composantes et activités approuvées mais pas encore en vigueur.

Une liste des informations sur les effets cumulatifs présentées à ce jour dans les différentes évaluations du projet Mary River et des modifications ultérieures ainsi qu'un résumé de haut niveau de la Baffinland sur ses prévisions et ses conclusions inhérentes aux effets cumulatifs dégagés dans ces évaluations; et

L'identification des activités de surveillance concernant le projet approuvé qui instruisent l'examen soutenu de la Baffinland des prévisions d'effets cumulatifs énoncées dans les évaluations précédentes.

Les documents susmentionnés soumis sont résumés à [l'article 4.7.1](#).

De plus, la CNER a fourni aux parties, à leur demande, un résumé des définitions et de préalables conseils concernant l'évaluation des effets cumulatifs et tirés de lignes directrices spécifiques à des projets ainsi que de rapports d'audience définitifs, de rapports de réexamen avec recommandations, de rapports de surveillance pour le projet Mary River et la mise en vigueur dans les modalités et conditions du certificat de projet no.005.

4.2 Financement des participants

Après l'annonce du 15 décembre concernant la tenue de l'atelier, le ministère des Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada (RCAANC) s'est engagé à financer les Organisations de chasseurs et trappeurs (OCT) des collectivités touchées afin de faciliter leur préparation et leur participation à l'atelier. La CNER a alors communiqué avec les OCT représentant Pond Inlet, Igloolik, Sanirajak, Arctic Bay, Clyde River, Kimmirut, Kinngait et Coral Harbour⁸, ainsi qu'avec le Qikiqtaaluk Wildlife Board, pour les inviter à participer à l'atelier et a coordonné avec RCAANC la transmission des informations relatives au financement.

4.3 Tenue de l'atelier

L'atelier a eu lieu les 19 et 20 février 2024, sous forme de séances en présentiel, au Aqsarniit Hotel and Conference Center d'Iqaluit. À leur arrivée, les participants ont été priés de signer la feuille d'inscription ou d'aviser à l'avance la participation de leur organisation en ligne ([0](#)). Un

⁸ Devant l'utilisation unique du corridor de transport du Nord, en raison des composantes actives du projet, les OCT de Kimmirut, Kinngait et Coral Harbour n'ont pas été intensément impliquées dans le projet depuis son évaluation initiale. Mais la CNER les a incluses dans son atelier puisque la discussion sur les effets cumulatifs visera aussi les corridors de transport du nord et du sud.

service de traduction simultanée en anglais et Inuktitut a été assuré à chaque séance et des lignes ont été consacrées à chaque langue pour la participation virtuelle.

4.4 Participants

Les participants ont eu la possibilité de soumettre leurs commentaires par écrit ainsi que d'assister en personne à l'atelier ou d'écouter en ligne. Les parties suivantes ont assisté à l'atelier soit en personne soit, grâce à un soutien technique, par le biais de la "ligne d'écoute". personne. Un compte-rendu détaillé de la participation est intégré à l'[O](#) de ce rapport.

- Baffinland;
- Nunavut Tunngavik Inc.;
- Qikiqtani Inuit Association;
- Gouvernement du Nunavut;
- Ministères du gouvernement du Canada avec l'aide de Justice Canada et du Bureau de gestion des projets nordiques :
 - Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada;
 - Environnement et Changement climatique Canada;
 - Pêches et Océans Canada;
 - Santé Canada;
 - Ressources naturelles Canada;
 - Parcs Canada;
 - Transports Canada;
 - L'Office des transports du Canada; et
- Qikiqtaaluk Wildlife Board;
- Représentants d'Organisations de chasseurs et trappeurs de :
 - Pond Inlet;
 - Arctic Bay;
 - Igloolik;
 - Sanirajak;
 - Clyde River;
 - Kinngait;
 - Kimmirut; et
 - Coral Harbour;
- Océans Nord; et
- Fonds mondial pour la nature

Le personnel de la Makivik Corporation et de la Commission d'aménagement du Nunavut ont assisté à l'atelier grâce au lien virtuel et le Dr Duinker a soumis une présentation écrite.

4.5 Documents de l'atelier

Les observations écrites suivantes ont été soumises aux parties qui les ont examinées avant la tenue de l'atelier. Elles ont aussi été affichées sur le Registre public de la CNER à l'adresse www.nirb.ca/project/125767 ; les numéros de référence (No. réf.) sont répertoriés au [Tableau 1](#) et résumées au [paragraphe 4.7](#).

Tableau 1: Trousse d'information fournie par les parties le 18 janvier 2024

Document	No. de réf. du doc. .
Résumé de la Commission du Nunavut chargée de l'examen des répercussions	348063 et 248063
Baffinland Iron Mines Corporation	347993-348802
Nunavut Tunngavik Inc.	348005
Qikiqtani Inuit Association	348006
Gouvernement du Nunavut	348007
Gouvernement du Canada	348004
Océans Nord	348008
Dr Peter Duinker	348009 et 348010

4.6 Présentations de l'atelier

Les présentations principales et les sujets de discussions sont intégrés dans l'ordre du jour de l'atelier énoncé à l' [0](#) de ce rapport. Tous les documents présentés sont disponibles sur le Registre public de la CNER à l'adresse www.nirb.ca/project/125767 ou en sélectionnant le numéro de référence (no. de réf. du doc), tel que répertorié au [Tableau 2](#).

Tableau 2: Documents de l'atelier sur le cadre d'évaluation des effets cumulatifs

Document	No. de réf. du doc.
Ordre du jour définitif de l'atelier	348240 et 348287
Présentation de la Commission du Nunavut chargée de l'examen des répercussions Nunavut Impact	348353
Présentation de la Baffinland Iron Mines Corporation	348325 & 348403
Présentation de la Qikiqtani Inuit Association	348347
Présentation du gouvernement du Canada	348348

*La Nunavut Tunngavik Inc., le gouvernement du Nunavut, Océans Nord et le Fonds mondial pour la nature n'ont pas soumis de présentation mais se sont exprimés sur les principaux points retracés dans le résumé ci-après au [paragraphe 4.7](#).

4.7 Résumé des commentaires des participants

4.7.1 Résumés des observations soumises

À l'intention des parties, les observations écrites soumises par les intervenants en fonction des directives émises par la CNER le 15 décembre 2023, sont résumées ci-après au [Tableau 3](#). Les lecteurs sont toutefois encouragés à examiner les documents complets afin de comprendre l'ensemble de ces observations.

Tableau 3: Résumé des commentaires soumis par les parties et insérés dans leur trousse d'information

Résumé des observations soumises
Commission du Nunavut chargée de l'examen des répercussions - Renseignements contextuels pour les parties
Lignes directrices pour la préparation d'un énoncé des répercussions : incluant la description des effets cumulatifs et les exigences d'évaluation des effets cumulatifs. Toutes les parties ont contribué à la finalisation de ces lignes directrices.
Projet Mary River initial : <ul style="list-style-type: none">• Selon l'Énoncé des répercussions de la Baffinland, aucun effet cumulatif important était à prévoir pour le projet.• Discussion pendant l'audience publique :<ul style="list-style-type: none">○ les effets cumulatifs sur la migration pourraient être sous-estimés,○ inadéquate évaluation de l'interaction des répercussions du projet dans le temps et dans l'espace,○ Les effets cumulatifs sur les rejets d'eau de ballast n'ont pas été pleinement examinés,○ devrait tenir compte d'autres développement existants et planifiés dans la région,○ le transport maritime sans précédent pour le projet devrait tenir compte du recul de la glace et de l'intensification de la navigation internationale dans le Passage du Nord-Ouest,• La CNER a inclus des modalités et conditions dans le certificat de projet aux fins de surveillance ou d'information supplémentaire sur les problèmes potentiels des effets cumulatifs dénoncés par les parties; la Commission a appliqué l'approche de précaution pour les composantes soumises à une grande incertitude, proposant une plus grande surveillance de base et une planification continue de gestion adaptative.
Phase de génération de recettes anticipées : <ul style="list-style-type: none">• La Baffinland a mis à jour les limites temporelles de son évaluation des effets cumulatifs, ajoutant 4 à 5 ans aux 21 années d'exploitation de la mine et, dans son évaluation, a ajouté le camionnage des 3.5 Mt/a comme activités pouvant potentiellement déclencher des effets cumulatifs.• La CNER a ajouté une modalité et condition pour régler plus directement les répercussions du camionnage et de transport maritime.
Proposition de mise en valeur de la phase 2 :

- Les parties ne savaient pas trop ou était incluse l'évaluation des effets cumulatifs; La Baffinland a noté que toute l'évaluation serait considérée comme évaluation des effets cumulatifs en ce qui a trait au projet au complet. Mais les parties ont estimé que l'évaluation des effets cumulatifs était inadéquate, notamment en ce qui a trait aux caribous et au milieu marin;
 - Les parties ont différents points de vue sur l'interprétation des données de surveillance, le savoir inuit, les méthodes de collecte et les rôles des différentes organisations.
 - Demandes de plus vastes zones d'étude pour les mammifères marins afin de déceler les effets de l'augmentation du trafic maritime; que le changement climatique soit inclus dans l'évaluation des effets cumulatifs;
- La Commission a reconnu qu'une évaluation complète ne devait pas forcément identifier toutes les répercussions possibles mais qu'elle devait au contraire saisir les effets existants du projet; toutefois, elle n'appuyait pas la proposition existante à cause du manque de certitude.

La proposition de maintien des activités :

- Les demandes pour l'actualisation à court terme du projet ont sapé la discussion et l'entente sur les effets cumulatifs; d'autre part, une grande partie du projet Mary River n'a pas été construite.
- La Commission applique la directive du ministre des Affaires du Nord par le biais de cet atelier.

Baffinland Iron Mines Corporation

Les activités approuvées du projet Mary River ont été détaillées dans les Énoncés définitifs des répercussions environnementales du projet initial et leurs modifications ultérieures et ont répondu aux exigences énoncées par les parties. Bien que le chemin de fer du sud et le port de Steensby n'aient pas encore été construits, les composantes érigées à ce jour sont conformes aux descriptions du projet, présentées dans l'EFRE et dans les addenda :

- 2012 - Projet Mary River : Énoncé final des répercussions environnementales, Volume 9, Chapitre 1;
- 2013- Addenda sur la phase de génération de recettes anticipées : Volume 9, Chapitre 1;
- 2018- Demande d'augmentation de la production : Stockage du carburant et logements au port de Milne;
- 2020- Addenda de la Phase 2 : Document principal, Chapitre 6; Phase 2 Addendum: Main Document, Section 6; Document technique justificatif 27, Chapitre 1; Addenda révisé du document technique justificatif -27;
- 2022- Prolongation de la proposition d'augmentation de la production : Résumé des documents justificatifs; et
- 2023- Addenda à la proposition de maintien des activités, paragraphe 6.9;

EFRE du projet Mary River : Les effets cumulatifs prévus, notamment sur les caribous et les mammifères marins, ont en général été jugés insignifiants, et aucune surveillance de suivi de ces EC n'a été proposée;

Addenda à la phase de génération de recettes anticipées : impliquant une infrastructure supplémentaire entre le nord du site de la mine et l'inlet de Milne. Étant donné les autres propositions comme le projet de route et le port Bathurst Inlet, l'évaluation des effets cumulatifs a été actualisée pour tenir compte des effets résiduels prévus. La Baffinland a conclu que les possibles effets cumulatifs demeureraient insignifiants et que le chevauchement entre le projet Mary River et les autres projets était minime.

Proposition d'augmentation de la production (Modifications 2 à 4) : elle n'impliquait aucune infrastructure supplémentaire mais une intensification d'activités spécifiques; de ce fait, aucune évaluation supplémentaire des effets cumulatifs n'a été requise pour la demande de 2018, la demande de renouvellement de 2020 ni les documents justificatifs de 2022, car ce n'étaient que des proposition visant à prolonger temporairement le camionnage et le transport maritime.

Proposition de maintien des activités : le corridor de transport du nord, le camionnage et le transport maritime d'environ 6 Mt/a de minerai ont été maintenus. Une évaluation actualisée des effets cumulatifs a été effectuée selon les méthodes utilisées pour les évaluations préalables du projet Mary River. Les CVÉ examinées dans le cadre des évaluations des effets spécifiques au projet ont été prises en compte dans l'évaluation des effets cumulatifs lorsque des effets résiduels étaient identifiés. Les limites temporelles et spatiales étaient conformes aux évaluations précédentes ainsi qu'aux exigences des lignes directrices.

Résumé de l'actuelle participation des Inuits à la surveillance environnementale :

- Postes comblés :
 - Coordonnateur communautaire en environnement à Pond Inlet, agit comme liaison en matière de surveillance,
 - Gardiens du savoir inuit et guides en relations communautaires dans chaque collectivité afin d'intégrer les connaissances traditionnelles dans les activités continues;
 - Programme en cours de développement pour embaucher des surveillants inuites du trafic maritime afin de faciliter les communications entre Pond Inlet et la compagnie;
 - Deux surveillants en Environnement employés par la QIA et postés à temps plein sur le site;
 - Financement annuel pour le programme de surveillance communautaire par le biais de l'ERAI Mary River;
 - La Mittimatalik Hunters and Trappers Organization financée par le Programme de surveillance de la faune pour surveiller la santé des poissons et les efforts de capture des narvals;
- Rencontres avec la Mittimatalik Hunters and Trappers Organization pour discuter de l'expédition maritime et de la surveillance des mammifères marins;
- Participation de différentes organisations aux Groupes de travail sur l'environnement terrestre et le milieu marin;
- Financement du Programme de gérance inuit de la QIA pour encourager une surveillance dirigée par les Inuits;
- Participation :
 - Rôle décisionnel pour la QIA dans l'acceptation des indicateurs, des seuils et des réponses de gestion adaptative dans des plan de gestion sélectionnés;
 - Tout au long de l'année, la Baffinland rencontre les collectivités afin de discuter du projet et de ses programmes de surveillance;
 - Participation des Inuits aux programmes de surveillance maritime et terrestre, fournissant des possibilités d'emploi et de formation;
- Buts supplémentaires : formation accrue des participants inuits à l'analyse des données et à la rédaction de rapports grâce au rôle nouvellement créé du Coordonnateur communautaire en environnement; Intégration accrue du savoir inuit dans les programmes de surveillance; inciter les

membres de la collectivité à éventuellement diriger les initiatives d'établissement de rapports; appuyer la création par la QIA d'un Plan de gérance inuite (PGI), qui visera l'intégration des observations inuites dans les programmes de surveillance.

Surveillance des activités et prévisions des effets cumulatifs :

- Évaluations des effets cumulatifs fondés sur une vaste base de référence, avec des évaluations actualisées instruites par des années de données de surveillance opérationnelle et incluant les répercussions liées au projet tout en tenant compte d'autres facteurs dans l'identification des effets. Les emplacements de surveillance proches de l'aire du projet et situé dans la Zone d'étude régionale aident à dégager les changements dans les conditions de référence attribuables au projet ou aux effets cumulatifs potentiels.
- Le Plan de gestion adaptative sert de cadre à l'intégration des résultats de différents programmes de surveillance et de gestion afin d'améliorer sans cesse les processus de gestion sociale et environnementale. La Baffinland collabore avec d'autres parties à des initiatives sur les effets cumulatifs, notamment aux études de PRISM en partenariat avec ECCC et avec RNCAN pour la surveillance de la poussière, atténuant ainsi la survenance potentielle d'effets cumulatifs grâce à la gestion adaptative.
- Baffinland participe aussi à divers groupes de travail, notamment le Qikiqtaaluk Socio-Economic Monitoring Committee, le Mary River Socio Economic Monitoring Working Group, et le Groupe de travail sur l'environnement terrestre et le milieu marin. Grâce à la rétroaction sur les prévisions des répercussions, incluant les effets cumulatifs, rétroaction émanant de la surveillance gouvernementale continue, des programmes de gestion et de la mobilisation communautaire, la Baffinland peut gérer le projet de manière adaptative.

Nunavut Tunngavik Inc.

Le cadre d'évaluation des effets cumulés doit combler les lacunes dans les d'effets cumulés du projet Mary River, provoqués par un accroissement progressif du projet, limitant le temps requis pour saisir complètement les effets cumulatifs et en instruire la surveillance et l'atténuation. .

- La CNER doit prendre en compte les effets cumulatifs écosystémiques et socioéconomiques du projet et d'autres projets, les mesures pour éviter et atténuer les effets néfastes et établir un programme de surveillance pour toute la portée du projet.
- La Nunavut Tunngavik Inc. est ultimement responsable de veiller à ce que les dispositions de l'Accord du Nunavut et des lois, concernant les effets cumulatifs écosystémiques et socioéconomiques, soient appliquées dans les évaluations de projet; en tant qu'Organisation inuite désignée en vertu de l'Accord du Nunavut dont elle doit garantir sa pleine mise en œuvre, elle a pour mission de faire progresser le bien-être économique, social et culturel des Inuits du Nunavut tout en protégeant leurs droits. La NTI s'assure que les droits de récolte des Inuits prescrits par l'Accord du Nunavut soient reconnus et exercés et ne soient pas enfreints, notamment dans la cogestion des espèces sauvages. En tant que propriétaire du sous-sol des terres inuites au Nunavut, la Nunavut Tunngavik Inc. s'active dans la supervision des projets d'extraction des ressources de ces terres et aide la Qikiqtani Inuit Association et d'autres organisations à résoudre les problèmes liés à la culture inuite, la faune, l'environnement et.

- La participation de la Nunavut Tunngavik Inc. au processus de la CNER est guidée par les principes énoncés dans la politique d'exploitation des ressources minérales, la réglementation des eaux et autres politiques appropriées, en plus des cadres juridiques. .

Résumé des attentes : Parachever une EEC complète pour instruire les futures demandes et prioriser les droits des Inuits, la santé de la faune, l'intégrité de l'écosystème, la préservation de la culture et le bien-être socioéconomique et communautaire. La portée de l'évaluation des effets cumulatifs doit englober les effets combinés du projet Mary River et d'autres facteurs régionaux, incluant toutes les collectivités touchées et les aires de répartition des espèces sauvages, même au-delà de la Zone d'étude régionale, notamment :

- Le savoir inuit doit être au cœur de l'évaluation sur le même pied d'égalité que la science occidentale, impliquant toutes les collectivités touchées et les organisations de chasseurs et trappeurs;
- Toutes les CVÉ et les CVSÉ et les droits inuits connexes doivent être évalués avec l'implication des Inuits et sans aucune limite que pourraient imposer des parties externes; et ,
- L'évaluation doit cibler les effets cumulatifs de toutes les sources, incluant les composantes du projet comme les voies de navigation, les ports, les routes et les développements auxiliaires ainsi que les facteurs externes comme le tourisme et le changement climatique.

Qikiqtani Inuit Association

The Qikiqtani Inuit Association agit comme association inuite régionale représentant les intérêts des Inuits de Qikiqtani en tant qu'Organisation inuit désignée en vertu de l'Accord du Nunavut; elle est chargée de gérer et de protéger d'importantes superficies des terres inuites sur lesquelles est situé le projet Mary River et de veiller à ce que les droits des Inuits et les répercussions environnementales soient pris en compte. La QIA partage les responsabilités de surveillance avec la Nunavut Tunngavik Inc.

Résumé des attentes : L'évaluation des effets cumulatifs doit susciter d'importants changements dans les modalités et conditions du certificat de projet ainsi que des plans de gestion et de surveillance. Les parties doivent déterminer quelles CVÉ et CVSÉ devront être intégrées dans l'évaluation; certaines devront être davantage ciblées et si c'est le cas, les Inuits devront participer à leur sélection et en rendre compte à leurs collectivités.

- Les voix inuites et l'Inuit Qaujimajatuqangit doivent jouer un rôle prépondérant dans tous les volets de l'évaluation des effets cumulatifs, notamment : en collaboration avec la CNER, l'intégration et l'interprétation de l'Inuit Qaujimajatuqangi doivent être juxtaposées à celles de la science occidentale; les collectivités touchées doivent être directement impliquées dans diverses phases de l'évaluation et en avoir le contrôle; participation inuite dans la définition des objectifs de l'évaluation, les indicateurs, les seuils et les réponses; participation directe à l'établissement de la mesure des changements apportés aux CVÉ et CVSÉ; et identification des points où les droits des Inuits risquent d'être compromis et déterminer les réponses appropriées aux répercussions.
- Échelle géographique de l'évaluation des effets cumulatifs : Mittimatalik, Ikpiarjuk, Kangitugaapik, Sanirajak, Igloodik, Kimmirut et Kinngait, l'aire migratoire des espèces sauvages terrestres et marines et Tallurutiup Imanga; tenir compte des valeurs qui étayent la protection de Tallurutiup Imanga et comment ces valeurs peuvent influencer l'interprétation des répercussions.
- Portée temporelle de l'évaluation des effets cumulatifs : analyse de la persistance des effets cumulatifs du projet en entier après la fermeture de la mine et de leur interaction avec les

répercussions provoquées par le projet Mary River et ce, jusqu'à ce que ces dernières ne puissent plus être mesurées. L'examen des CVÉ et CVSÉ devrait être fondé sur des conditions de base appropriées d'avant le projet afin de comprendre et d'intégrer les changements survenus dans l'environnement, la culture et la société inuites avant la mise en œuvre du projet Mary River; inclure les développements passés, présents et raisonnablement prévisibles et examiner les répercussions du changement climatique en utilisant de multiples et futurs scénarios de changement. .

Gouvernement du Nunavut

Le gouvernement du Nunavut n'a pas de politique, de cadre ni de document d'orientation spécifiques à l'évaluation des effets cumulatifs mais utilise la définition pratique des effets cumulatifs, à savoir les effets combinés des activités et des processus naturels passés, présents et raisonnablement prévisibles, effets pouvant être mineurs, mais collectivement importants, néfastes ou bénéfiques. Le GN assure une surveillance environnementale et socioéconomique par le biais de programmes de recherche continus et d'ateliers, préside des comités régionaux de surveillance socioéconomique qui se réunissent chaque année et publie un rapport sommaire sur les données démographiques dans l'emploi, la santé et le bien-être des employés, la sécurité alimentaire, l'éducation et la formation, le logement, l'activité économique, l'emploi et le revenu, l'utilisation de la langue inuite et les activités et compétences traditionnelles. De plus, le gouvernement du Nunavut soutient le Programme de surveillance générale du Nunavut qui, par le biais de subventions et d'ententes de contribution, encourage les initiatives à long terme de surveillance écosystémique, socioéconomique, de l'utilisation des terres et des eaux.

- **Résumé des attentes :** le cadre d'évaluation des effets cumulatifs devra détailler :
 - Quelle est l'échelle prévue (temporelle et spatiale) des répercussions du projet;
 - Quels sont les effets des activités combinées dans le temps?
 - Est-ce que cette activité a engendré une autre activité de développement?
 - Est-ce que les répercussions et les avantages seront les mêmes pour les différentes générations ?
 - Quelles sont les différentes perspectives pour examiner ces effets? Et,
 - Comment ces effets seront-ils identifiés et surveillés?

Gouvernement du Canada

Relations Couronne-Autochtones et Affaires du nord Canada (RCAANC) : gère les ressources foncières et hydriques du Nunavut, réglemente les projets, fournit de l'expertise, administre les programmes de financement pour la participation des Autochtones au processus et a des obligations en matière de consultation des Autochtones et de prise en compte des effets cumulatifs se répercutant sur les droits des Autochtones.

Office des transports du Canada (OTC) : supervise le système de transport national du Canada, veille à l'efficacité du système, protège les droits des personnes en situation de handicap en matière d'accessibilité des transports et assure la protection des passagers aériens. L'Office des transports du Canada délivre des permis aux compagnies ferroviaires fédérales et applique les règlements.

Environnement et Changement climatique Canada (ECCC) : administre les dispositions relatives à la prévention de la pollution de la Loi sur les pêches et du Règlement sur les effluents des mines de métaux et des mines de diamants, évaluant leur efficacité par la surveillance des effets environnementaux; fournit, aux

promoteurs et aux décideurs, des recommandations, des avis et des informations sur les effets cumulatifs. Afin de protéger le milieu marin, l'ECCC réglemente le rejet en mer en vertu de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement, est responsable de la sauvegarde des oiseaux migrateurs en vertu de la Loi sur la convention concernant les oiseaux migrateurs, et administre la Loi sur les espèces en péril afin de prévenir la disparition ou l'extinction des espèces sauvages; l'ECCC collabore avec Ressources naturelles Canada pour développer la Plateforme de science et de données ouvertes, donnant accès aux informations sur les activités de développement à travers le pays afin de comprendre les effets cumulatifs et de prendre des décisions éclairées.

Pêches et Océans Canada (MPO) : est chargé de la protection des océans et des écosystèmes d'eau douce du Canada, veillant à leur santé et assurant des possibilités économiques tout en protégeant les poissons et leur habitat en vertu de la Loi sur les pêches et de la Loi sur les espèces en danger; supervise le programme de protection du poisson et de son habitat, assure la conformité aux règlements concernant les projets de développement dans le secteur de l'habitat des poissons, est signataire de l'Entente sur les répercussions et les avantages pour les Inuits et du Tallurutiup Imanga. Étant donné la sensibilité des poissons et de leur habitat, le MPO adopte une approche fondée sur le risque pour appliquer ces dispositions.

Les effets cumulatifs sur les poissons et leur habitat, définis comme effets néfastes résultant d'activités combinées, sont évalués avec des cadres et une orientation scientifiques fournis par le MPO; par conséquent, le cadre d'évaluation des effets cumulatifs doit englober toutes les composantes, les phases et les aires du projet, tenir compte des propositions actuelles et futures et des répercussions provenant de sources diverses, notamment les ports et les voies maritimes.

Santé Canada (SC) : est chargé de protéger la santé des Canadiens et participe aux évaluations environnementales d'importants projets pour s'assurer que les possibles répercussions sur la santé soient prises en compte. Ce qui inclut de fournir des recommandations, des conseils et des informations sur les questions de santé humaine, comme la contamination des aliments traditionnels et les risques inhérents à l'air et à la qualité de l'eau. SC n'émet pas d'approbation et ne prend pas de décisions de réglementation mais offre des renseignements pertinents pour prévenir, réduire, atténuer les effets potentiels sur la santé, provoqués par des changements environnementaux. L'évaluation des effets cumulatifs doit examiner les effets combinés des projets existants et des développements futurs raisonnablement prévisibles dans la région ciblée.

Ressources naturelles Canada (RNCAN) : joue un rôle clé en veillant au développement durable et inclusif des ressources naturelles du Canada. RNCAN étend son expertise sur différents domaines, notamment la géoscience, la géomatique, et les sciences interdisciplinaires, facilitant la génération de connaissances globales pour comprendre les effets cumulatifs. La Division de la réglementation des explosifs administre la Loi sur les explosifs, veillant à la conformité avec les règlements afférant à la fabrication, le stockage et la vente d'explosifs; et c'est le rôle qu'assume RNCAN pour ce projet.

. CanmetMINES, une division de RNCAN, participe à la recherche et à l'innovation dans le secteur minier. a division of RNCAN, contributes to research and innovation in the mining sector. De par ses fonctions en recherche et en réglementation, RNCAN contribue au développement durable des ressources et à la prise de décisions éclairées, notamment dans les évaluations d'effets cumulatifs.

Parcs Canada (PC): assure la gestion durable des aires marines nationales de conservation, y compris la préservation de l'écosystème et le soutien aux pratiques culturelles et participe à l'examen des propositions du projet Mary River en raison de sa proximité avec le parc national Sirmilik et la future aire marine nationale de conservation Tallurutiup Imanga. Parcs Canada s'attend à ce que l'évaluation des effets cumulatifs se penche sur tous les navires et toutes les activités liés au projet, incluant ceux des ports et de toutes les phases du projet.

Transports Canada (TC): supervise les politiques et les programmes de transport pour le gouvernement du Canada, assurant une efficace coordination du système de transport au pays; son ministre est l'un des ministres compétents du projet Mary River notamment en ce qui concerne la mise en vigueur de la *Loi sur la marine marchande du Canada*, la *Loi sur les eaux navigables canadiennes*, la *Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques*, la *Loi sur la responsabilité en matière maritime*, la *Loi sur la sûreté du transport maritime*, la *Loi sur la sécurité ferroviaire* et la *Loi sur le transport des marchandises dangereuses*; il est également un signataire de l'Entente sur les répercussions et les avantages pour les Inuits et du Tallurutiup Imanga. Transports Canada dirige l'évaluation des effets cumulatifs de l'initiative sur le transport maritime, visant la création d'un cadre d'évaluation national, avec évaluations régionales et mesures d'atténuation. .

Océans Nord

A participé à différentes évaluations et a fourni une liste des cadres législatifs qui pourraient s'appliquer à l'évaluation des effets cumulatifs.

Résumé des commentaires sur les carences de l'évaluation des effets cumulatifs du projet Mary River :

- Dans ses précédentes évaluations des effets cumulatifs, la Baffinland a appliqué, dans ses méthodes utilisant des critères restrictifs pour l'inclusion de futurs projets, ne tenant pas compte de possibles développement ou autres développements existants; Divergences entre la CNER et la LATEPNu de la définition de l'expression « raisonnablement prévisible ».
- Seuils de perturbation incorrects pour le narval qui réagissent à des niveaux sonores inférieurs à ceux utilisés par la Baffinland dans ses modèles; La compagnie a en effet utilisé des seuils non une spécifiques à l'espèce, ce qui affecte la précision de ses prévisions dans l'Énoncé des répercussions; et à cause d'une évaluation et de mesures d'atténuation incorrectes, des effets cumulatifs peuvent être omis.
- L'évaluation des effets cumulatifs est limitée par le fait que dans sa conclusion initiale, la Baffinland estime que chaque transport maritime n'a pas d'impact important sur les mammifères marins et entrave alors l'estimation de l'importance des effets cumulatifs des navires. . De complètes répercussions sont ainsi exclues de l'évaluation des effets cumulatifs.
- L'approche de précaution n'a pas été utilisée selon l'ampleur requise par le certificat du projet Mary River car la définition des indicateurs d'avertissement précoce pour la faune marine et son habitat a été retardée; elle devrait être appliquée avant toute future approbation. Les seuils actuels pour des mesures correctrices sont trop élevés et ne font pas l'objet de stratégies de gestion adaptative. .
- Les organes de réglementation, notamment MPO, se sont dit préoccupés par l'absence d'un cadre global de surveillance, ce qui limite l'évaluation des effets cumulatifs à cause du manque d'intégration des Programmes de surveillance maritime; de nombreux programmes de surveillance

marine publient des données chaque année, avec une coordination limitée et un chevauchement limités.

- Collaboration trop limitée entre les intervenants pour pouvoir garantir la mise en vigueur de rigoureuses normes scientifiques permettant de comprendre les effets cumulatifs.

Dr Peter Duinker

Un résumé de la théorie d'évaluation des effets cumulatifs a été fournie, soulignant qu'une telle évaluation doit être défendable et avoir son utilité. Le caractère raisonnable de l'approche utilisée et l'utilité des résultats dans la prise de décisions relatives au projet ont été approuvés par les examinateurs. L'atelier sur le cadre d'évaluation des effets cumulatifs peut générer une évaluation utile et défendable à condition de tenir compte de l'activité humaine autour du site du projet Mary River et que le cadre se tapisse d'un solide concept pour l'évaluation des effets cumulatifs.

- Les CVÉ sont influencées par une vaste gamme de facteurs, aux influences positives et négatives et l'évaluation des répercussions sera axée sur l'identification des agents de stress, dont nombre d'entre eux sont des activités humaines; donc lorsque plusieurs agents de stress agissent sur une CVÉ, les effets cumulatifs doivent être examinés et inclure toutes les activités pour être défendables.
- Les limites spatiales et temporelles doivent être examinées en fonction des caractéristiques des CVÉ et non pas se limiter aux calendriers du projet, notamment pour les ensembles mobiles de CVÉ. Les références de base doivent tenir compte des agents de stress actuels et passés et les futurs calendriers doivent inclure tous les projets et activités.
- L'auto-évaluation des effets cumulatifs a ses limites et serait plus globale si elle était dirigée par une autre partie ou achevée selon une approche plus collaborative, rendant le résultat plus défendable.
- Un calendrier de mise en oeuvre avec échéances et responsabilités est indispensable.
- Une solide conception doit inclure : une approche axée sur les CVÉ, la priorisation de la durabilité, des limites spatiales et temporelles spécifiques pour chaque CVÉ; une approche par scénarios, tenant compte d'un ensemble complet d'activités humaines, incluant le changement climatique; une enquête incisive sur les interactions des agents de stress et leurs effets sur les CVÉ et une évaluation menée selon un processus d'enquête indépendant et collaboratif.

4.8 Résumé des commentaires et des thèmes généraux discutés pendant l'atelier

Le tableau suivant résume les commentaires et les préoccupations formulés pendant l'atelier ainsi que les thèmes généraux tirés des présentations des parties prenantes et des sujets de l'ordre du jour final de l'atelier ([Annexe C](#)).

Sujet	Enjeux/préoccupations/commentaires
Définitions des effets cumulatifs	<ul style="list-style-type: none">• CNER :

Sujet	Enjeux/préoccupations/commentaires
	<ul style="list-style-type: none"> ○ Répercussion sur l'environnement de l'impact différentiel d'une action lorsqu'ajoutée à d'autres actions passées, présentes et raisonnablement prévisibles dans l'avenir (Tilleman, 2005). ; ○ Les effets cumulatifs peuvent également résulter d'une collection d'effets mineurs individuels qui, collectivement, créent un important impact; ● Le CCME: <ul style="list-style-type: none"> ○ Les EC sont définis comme des changements dans l'environnement provoqués par de multiples interactions entre les activités humaines et les processus naturels, qui s'accumulent dans le temps et l'espace; ● ECCC: <ul style="list-style-type: none"> ○ Les effets combinés des activités passées, présentes et raisonnablement prévisibles dans l'avenir avec les processus naturels. Des définitions spécifiques peuvent varier selon les différentes parties et les différentes législations et politiques mais le terme se réfère en général aux effets qui peuvent être individuellement mineurs mais qui deviennent importants, collectivement. Les effets peuvent être néfastes (par ex.: baisse de la qualité de l'eau dans une rivière régionale) ou positifs (par ex » : retombées socioéconomiques comme des emplois et des entreprises pour une collectivité locale). ● ACEE : Raisonnablement prévisible : <ul style="list-style-type: none"> ○ Certain: l'activité physique aura lieu ou il y a de très fortes chances qu'elle ait lieu, par ex.: le promoteur a reçu les autorisations nécessaires ou est en train de les obtenir; et ○ Raisonnablement prévisible : l'activité physique est censée avoir lieu (par ex.: le promoteur a publiquement dévoilé son intention de demander l'évaluation des répercussions nécessaires ou autres autorisations requises pour aller de l'avant.).
<p align="center">Défis de l'évaluation des effets cumulatifs</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Manque de clarté concernant la définition des EC, amenant diverses parties à fonctionner avec différentes définitions; ● Besoin de discussion quant à la définition d'une activité raisonnablement prévisible; ● Préoccupations soulevées devant la présentation des effets potentiels du projet et des mesures d'atténuation avant même que les EC soient examinés dans l'évaluation;

Sujet	Enjeux/préoccupations/commentaires
	<ul style="list-style-type: none"> • Il est difficile de déterminer l'importance des effets et les seuils à utiliser lorsque les données de l' Inuit Qaujimajatuqangit et de la science occidentale sont contradictoires; • Comment est déterminée l'efficacité des programmes de surveillance et des mesures d'atténuation? • Toutes les parties s'épuisent à participer aux évaluations lorsque des propositions de projet sont continuellement soumises afin d'être évaluées; et il devient en outre difficile d'identifier les effets lorsque des propositions modifiées sont soumises avant une compréhension totale des projets en cours. • Il est difficile d'évaluer les EC lorsque certaines composantes du projet initial ne sont pas encore construites; et • Difficile de créer un cadre d'EEC à temps pour l'appliquer à la demande de modification PMA2 de la Baffinland.
<p>Préoccupations concernant la surveillance du projet</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Changements dans les plans et la portée temporelle du projet; • Le temps écoulé depuis l'approbation de Steensby soulève des inquiétudes quant au niveau de référence initial et la surveillance de ce volet du projet; • Communications limitées avec les collectivités en ce qui a trait aux résultats de surveillance en cours non seulement de la part de la Baffinland mais encore des parties comme le MPO et ECCC; • Décalage entre ce que voient les collectivités et ce que rapporte la Baffinland; • Création de différents organes de surveillance et de gérance; • Responsabilités partagées entre les parties pour une complète surveillance du projet; • Il n'existe pas de structure de surveillance régionale permettant une plus grande vue d'ensemble; et • Examen limité des études précédentes sur les Récoltes qui pourraient être intégrées dans la base de référence;

<p>Recommandations et attentes de la Baffinland et des parties</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le développement du cadre de l’EEC doit être co-dirigée par les Inuits; • Besoin d’une entente sur les bases de référence, les méthodes et les CVÉ identifiées ainsi que sur les stratégies de surveillance; • Accentuer une plus vaste portée géographique; • La portée temporelle doit inclure au moins 20 ans dans l’avenir ou jusqu’à ce que les effets du projet ne soient plus mesurables; • L’établissement d’indicateurs d’avertissement précoce est vital pour le succès d’une EEC; • Les données de surveillance d’initiatives communautaires devraient être incluses dans l’ EEC, même si c’est adjacent à la Zone d’étude régionale; • Les parties ont recommandé des seuils de perturbation sensorielle pour les mammifères marins et les caribous; • Collaboration et participation des Inuits à toutes les étapes de l’Évaluation, depuis la conception jusqu’à la mise en vigueur; • Besoin de clarté pour initier et diriger une EEC et élaboration de lignes directrices pour les promoteurs; • Discussion plus approfondie sur les résultats instruisant les plans de surveillance et d’atténuation ainsi que sur les déclencheurs potentiels de révision, suite au cadre, des modalités et conditions du certificat de projet; • Le cadre d’EEC devrait englober une plus vaste approche des CVÉ et CVSÉ et inclure la participation des Inuits dans leur sélection; • S’assurer que les effets combines soient totalement captés, incluant les incidences à l’extérieur de la Zone d’étude régionale; • Le cadre d’EEC doit être instruit par les meilleures pratiques et tenir compte du contexte autochtone en s’appuyant sur des exemples d’autres gouvernements; • Cet atelier devrait servir de point de départ au débat de plusieurs ateliers de suivi prévus, permettant au cadre de se développer lui-même; ; • Un comité devrait être créé pour garantir une approche de collaboration pour l’élaboration du cadre d’ECC; • La CNER devrait clarifier l’origine des préoccupations concernant l’évaluation des effets cumulatifs et remédier au manque de confiance dans les évaluations antérieures; • La CNER devrait préciser les résultats attendus du processus d’évaluation ; • L’EEC proposée devrait être durer entre 12 et 18 mois; • Le cadre de l’EEC doit être un mécanisme facilement adaptable et pouvant être reproduit pour d’autres projets; • Besoin d’améliorer les communications sur les enjeux avec les collectivités à l’extérieur de Pond Inlet, plus particulièrement le long du corridor sud d’expédition;
---	---

Sujet	Enjeux/préoccupations/commentaires
	<ul style="list-style-type: none"> • La Baffinland a accepté d'inclure les CVÉ qui avaient été auparavant exclues de l'ECC aux fins de prudence et d'inclusion; et • Utilisation accrue des mécanismes de surveillance traiter les CVÉ visées par une plus grande incertitude;.

Après l'atelier, le 22 mars 2024, la Qikiqtani Inuit Association a également soumis des observations à la CNER, résumant ses recommandations quant à l'approche à adopter pour l'évaluation des effets cumulatifs du projet Mary River. Dans son mémoire, la QIA a indiqué:

- La portée temporelle devrait commencer avant les activités du projet et se poursuivre jusqu'à que les effets du projet ne soient plus mesurables;
- Les limites géographiques doivent inclure les Collectivités touchées de Pond Inlet, Arctic Bay, Clyde River, Sanirajak, Igloolik, Kimmirut et Kinngait, y compris les routes de déplacement et les aires de répartition des animaux;
- les composantes valorisées suivantes doivent être prises en compte :
 - Narval;
 - Caribou;
 - Phoque annelé ;
 - Morse;
 - Omble anadrome;
 - Culture inuite, ressources et utilisation des terres;
 - Qualité de la terre et de la végétation;
 - Qualité de l'eau des sédiments;
 - Glace marine;
 - Transport terrestre;
 - Autres espèces sauvages terrestres; et
 - Stabilité du sol/pergélisol .
- Le cadre d'ECC devrait inclure :
 - Des réunions techniques pour discuter de questions spécifiques;
 - Des mécanismes de rétroaction;

- Mécanismes permettant d'assurer l'imputabilité de l'évaluation auprès des parties;
- Consultations communautaires;
- Vérifications périodiques pour assurer le bon déroulement du processus;
- Production d'un rapport interimaire aux fins de commentaires.

5 RÉSUMÉ ET RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION DU NUNAVUT CHARGÉE DE L'EXAMEN DES RÉPERCUSSIONS CONCERNANT LE CADRE D'ÉVALUATION DES EFFETS CUMULATIFS

5.1 Résumé des enjeux

Tel que noté dans l'introduction de ce rapport, l'atelier avait pour objectif d'encourager les discussions entre les parties pour établir la portée du cadre d'évaluation des effets cumulatifs (cadre d'EEC) ainsi que pour identifier les responsabilités et les attentes des participants et préciser les renseignements à fournir et/ou les lacunes que doit corriger la Baffinland pour ses futures évaluations afférentes au projet Mary River et pour les réexamens du certificat de projet no.005. Les discussions de l'atelier ont également permis d'éclairer les préoccupations centrées sur les effets cumulatifs dans les précédentes évaluations de la Baffinland ainsi que sur la mise en vigueur des programmes de surveillance pour le projet approuvé et ses résultats connexes.

Pendant l'atelier, la Baffinland a manifesté son intention de soumettre à la CNER, probablement à la fin mars 2024, sa « 2ème proposition de maintien des activités » (PMA2). La Baffinland a présenté une vue d'ensemble de la portée afférente aux mises à jour du projet proposé ainsi que la méthodologie appliquée pour l'évaluation des répercussions. Il est généralement reconnu que la portée des activités connexes sera limitée à la prolongation des limites annuelles du volume de minerais transporté via la route d'approvisionnement et expédié à partir du port de Milne, et ce jusqu'au 31 décembre 2024. Pendant l'atelier, les parties ont largement convenu que le développement du cadre d'EEC ne devrait pas retarder la demande de modification PMA2, étant entendu que la Baffinland intégrera dans son évaluation de la modification PMA2, les améliorations qu'elle aura identifiées au cours de l'atelier et que le cadre d'évaluation complété sera appliqué à ses demandes ultérieures. .

Grâce aux observations écrites et aux discussions de l'atelier, il est nettement apparu que les définitions des « effets cumulatifs » utilisées par chaque partie, variaient légèrement et qu'une certaine confusion régnait quant à la terminologie dans son ensemble. . Certaines préoccupations semblaient fondamentalement porter sur les difficultés d'évaluer les effets actuels du projet par rapport aux prévisions d'effets énoncées dans les évaluations précédentes et ce, à cause des changements quasiment continus apportés au projet, des autorisations de modifications du projet Mary River initial et sur le fait que plusieurs composantes du projet n'étaient toujours pas développées. Bien que la Commission ait reconnu ces préoccupations, la question n'est pas spécifique à l'influence d'autres projets passés, présents ou raisonnablement

prévisibles sur les répercussions du projet Mary River approuvé; elle est davantage examinée dans le cadre des préoccupations sur les « effets cumulatifs », .

De nettes préoccupations ont également été soulevées quant au risque d'une remise en cause des prévisions d'effets que pourraient provoquer le changement climatique et d'autres facteurs externes, sans oublier la complication que cela poserait non seulement en ce qui a trait à l'identification des répercussions inhérentes au projet mais encore à l'interprétation des résultats de la surveillance du projet ainsi qu'à la compréhension de l'importance en général des effets liés au projet. Et finalement, le caractère additif du développement du projet a été source de préoccupations, notamment quant à la capacité d'avoir une exacte et totale compréhension des effets potentiels des composantes approuvées mais pas encore construites (le chemin de fer, le port de la baie de Steensby, le transport maritime via le bassin Foxe/détroit de Hudson) et, les futures phases potentielles du projet Mary River, incluant l'exploitation de gisements supplémentaires ou les prolongations non identifiées du projet approuvées.

L'atelier a permis d'apaiser les préoccupations concernant les approches préalables appliquées par le promoteur à l'évaluation des effets cumulatifs du projet initial et aux différentes demandes de modifications, doublées de réclamation de prise en compte des facteurs suivants dans un cadre actualisé d'EEC :

- Une augmentation des composantes valorisées (CV) dans l'EEC, basée sur le savoir et les conseils inuits, sur une recherche actualisée et sur la surveillance des effets réels versus les effets prévus ⁹;
- Une portée temporelle élargie, commençant avant le développement du projet et portant jusqu'au moment donné où les répercussions du projet ne seront plus mesurables et ne pourront plus être ressenties;
- Une portée géographique élargie pour certaines CV , tenant compte de la vaste gamme de collectivités touchées , incluant les routes de déplacement, les aires de répartition des espèces sauvages mobiles terrestres et aquatiques et les bassins versants où pourraient se manifester des effets du projet;
- Élargir et préciser la portée des autres facteurs à considérer et contribuant aux effets cumulatifs; par exemple, éviter de limiter la portée aux effets des activités physiques (ce qui altère ou exclut d'autres facteurs de stress réels ou anticipés comme les effets du changement climatique) et éviter de la limiter aux seules activités futures déclenchant un processus d'approbation (qui ignore les développements consécutifs et induits ainsi que les probables futurs scénarios dans un développement progressif, qui n'ont pas encore atteint le stade de soumission de proposition);

⁹ Correspondance du 22 mars 2024 de la Qikiqtani Inuit Association, adressée à la CNER et incluant des conseils sur les CV à inclure dans le cadre d'EEC.

- Revoir/mettre à jour les prévisions de répercussions liées aux composantes du projet approuvé qui n'ont pas encore été construites (par ex. : le chemin de fer) mais qui sont devenues désuètes;
- Refléter la récente création de l'aire marine nationale de conservation Tallurutiup Imanga et les attentes en navigation de plaisance/tourisme; et
- S'assurer que le cadre d'EEC intensifie la confiance de la population dans l'efficacité de la gestion des effets liés au projet;.

La Baffinland a pris acte des préoccupations exprimées par les parties quant à la méthodologie appliquée dans ses évaluations passées et pour les modifications connexes du projet, afin d'évaluer les effets cumulatifs. d. La méthode de sélection des CV pour l'EEC a été précisée : les composantes valorisées qui, près l'application des mesures d'atténuation proposées, n'ont qu'une faible interaction avec le projet et aucun impact résiduel conséquent, ne sont pas retenues pour l'évaluation subséquente des effets cumulatifs. En ce qui a trait à la demande de modification PMA2, la Baffinland s'est engagée à inscrire toutes les CV dans l'évaluation subséquente des effets cumulatifs, nonobstant leurs résultats quant aux effets résiduels potentiels.

Au cours de l'atelier, la Baffinland s'est également engagée à régler les préoccupations formulées quant à l'application de la portée géographique à certaines CV et quant à la portée temporelle de ses précédentes évaluations d'effets cumulatifs : la Baffinland s'est engagée à maintenir la zone d'étude régionale préalablement utilisée pour chaque CV ou, en son absence (par ex : l'environnement atmosphérique), utiliser la plus vaste zone possible et inclure des descriptions qualitative pour, le cas échéant, les espèces sauvages migratrices. La Baffinland s'est en outre engagée à étendre la portée temporelle pour y intégrer la surveillance post-fermeture, une fois que toutes les opérations auront été arrêtées et que la remise en état sera terminée. Et enfin, la Baffinland a exprimé sa volonté de remédier aux préoccupations axées sur la prise en compte des points de vue et des droits des Inuits mais a demandé à la QIA et à la NTI de l'éclairer et de la conseiller sur la manière de répondre aux attentes et de savoir si ces points de vue seraient générés par un processus dirigé par la compagnie ou formulés à l'extérieur puis transmis à la Baffinland pour insertion dans ses évaluations.

Les préoccupations concernant l'application et les résultats des programmes de surveillance pour le projet Mary River ont également été discutées au cours de l'atelier; notamment :

- Décalage entre la nature et l'ampleur des effets que subissent et dénoncent les collectivités et les résultats du programme actuel de surveillance que collecte et rapporte la Baffinland;
- Absence remarquée de structures de surveillance régionales pour de nombreuses CV qui permettraient d'intégrer les données de la Baffinland spécifiques au projet dans les initiatives de surveillance régionale des autres parties;

- Besoin de revoir les seuils sonores, notamment pour les narvals et, plus généralement, les seuils de perturbation pour les autres espèces;
- Besoin d'améliorer les communications entre les efforts de surveillance et de recherche des collectivités/autres groupes (par ex. : le MPO) et ceux de la Baffinland en matière de programmes de surveillance; noter que des améliorations sont aussi requises de toutes les parties lors des rapports présentés aux collectivités sur les résultats actualisés de la surveillance et la recherche continue; et
- Il doit être reconnu que la surveillance des effets cumulatifs est une responsabilité partagée entre les multiples parties et exige des efforts régionaux pour une surveillance totale.

Tel que préalablement souligné par la CNER dans son rapport final du 13 mai 2022 sur l'évaluation de la proposition de mise en valeur de la phase2 de la Baffinland :

... les avis des parties divergent quant aux apports des données de surveillance existantes, de l'expérience et du savoir inuits pour étayer la compréhension des effets du projet Mary River existant. Le désaccord persiste en ce qui a trait à la méthode de collecte, au rôle et aux responsabilités d'évaluation et de traitement des données de surveillance ainsi que sur la manière d'incorporer et d'appliquer le savoir et l'expérience inuits. Sans entente sur les données et les répercussions existantes, la validité des prévisions des effets cumulatifs demeure incertaine et n'est pas fiable.¹⁰

La Baffinland et les parties ont, à ce jour, acquis une grande expérience grâce à l'exploitation et à la surveillance du projet ainsi qu'à l'évaluation des ses modifications afférentes. Les parties ont bien accueilli l'idée du développement d'un cadre d'EEC, non seulement pour améliorer l'évaluation des effets cumulatifs par la Baffinland mais encore pour la mise en œuvre de programmes de surveillance, l'interprétation et la communication des résultats ainsi que pour la compréhension et l'atténuation des effets cumulatifs, potentiels et néfastes liés au développement continu du projet Mary River. La Commission partage ce point de vue et par cet examen plus approfondi de l'approche appliquée à l'évaluation des effets cumulatifs, elle entend identifier les améliorations qui pourront être apportées à l'évaluation des effets cumulatifs dans le cadre du certificat de projet.

En se basant sur les discussions tenues avec la Baffinland et les parties au cours de l'atelier, la CNER a estimé que l'élaboration d'un cadre d'EEC actualisé devrait traiter plusieurs priorités clés à court, moyen et long termes, notamment :

1. Incorporer les changements de l'évaluation des effets cumulatifs à la demande de modification PMA2, tel que promis par la Baffinland pendant l'atelier;

¹⁰ Rapport de réexamen et recommandations de la proposition de mise en valeur de la Phase 2 de la Baffinland, page 243.

2. S'assurer que les modalités et conditions du certificat de projet no.005 puissent, avec efficacité, traiter les effets cumulatifs potentiels liés au projet approuvé, y compris des composantes du projet qui n'ont pas encore été construites;
3. Fournir des précisions supplémentaires au promoteur en ce qui a trait aux exigences d'information pour appuyer de futures demandes de modification; et
4. Modéliser un processus inclusif, avec de clairs résultats, pouvant être reproduit pour des évaluations d'autres projets, y compris celles d'autres régions.

Lorsqu'il leur a été demandé de décrire le processus qui devrait guider le développement du cadre d'EEC et les résultats escomptés une fois le cadre terminé, les parties ont soumis des points de vue différents mais largement complémentaires. Tenant compte des commentaires formulés par les parties pendant l'atelier et de l'expérience acquise dans les diverses évaluations et surveillance du projet Mary River et des modifications ultérieures, la CNER reconnaît l'importance de s'assurer que le processus de développement d'un cadre d'EEC englobe :

- Un calendrier favorisant une évaluation vraiment complète mais calendrier susceptible d'être accéléré afin que dès la fin du processus d'évaluation de la proposition PMA2, toutes les futures demandes de la Baffinland soient instruites par le cadre d'EEC et puissent être terminées dans les 12 à 18 mois (mais moins de deux ans). De clairs jalons devront être fixés dans le processus ainsi que la possibilité d'instaurer un processus post-cadre d'EEC.
- Un processus multipartite supervisé ou coordonné par la CNER, avec peut-être un nouveau comité spécialement axé sur la EEC et chargé de contribuer à la finalisation du cadre, du calendrier et de la stratégie de mobilisation des collectivités;
- Des possibilités pour les collectivités et le savoir inuit de guider les évaluations et examens avec rétroaction et mécanismes d'imputabilité fournis par l'intégration des consultations les contrôles périodiques/ vérifications des résultats, les réunions techniques thématiques et les rapports provisoires;
- Un examen guidé des conclusions de l'EEC et de leurs données justificatives pour chaque CV, aux fins de clarté supplémentaire. Les résultats doivent inclure un ensemble de conclusions pouvant instruire de concrètes mises à jour des plans de surveillance et d'atténuation, tout en identifiant les mises à jour qui pourraient être requises pour traduire ces résultats; et
- Possibilité de reproduire le processus pour d'autres projets; les parties connaissent l'actuel processus de réexamen du certificat de projet mis sur pied par la CNER qui pourrait être une pertinente voie à suivre pour la prochaine proposition ou pour une évaluation indépendante.

5.2 La voie à suivre

Après avoir pris en compte les apports des parties tirés de leurs observations écrites et de leur participation au récent atelier sur le cadre d’EEC, la CNER a estimé que le développement d’un cadre d’EEC pour le projet Mary River devrait progresser dans les processus clés suivants :

1. **Améliorations de l’évaluation des effets cumulatifs pour la demande de modification PMA2**

La Commission déterminera si l’engagement du promoteur d’actualiser l’approche appliquée à l’évaluation des effets cumulatifs sera suffisante pour étayer l’évaluation de la demande de modification PMA2; si non, la CNER émettra des orientations supplémentaires;

2. **Identification des améliorations à la surveillance et à l’évaluation des effets cumulatifs du projet approuvé :** La Commission propose de commencer à évaluer le programme de surveillance existant du projet Mary River, (avec la coopération continue des participants de l’atelier), après l’achèvement du processus d’évaluation de la demande de modification PMA2 (ou parallèlement selon le processus et les échéances); cette évaluation aura pour but d’identifier les améliorations ainsi que de déterminer la nécessité ou non d’actualiser les modalités et conditions existantes du certificat de projet ou d’émettre de futures directives pour une efficace mise en vigueur des modalités et conditions du certificat de projet en vue de répondre aux préoccupations dues soit à de possibles effets cumulatifs liés à l’exploitation en cours, soit aux composantes du projet approuvées au terme de l’actuel certificat de projet mais pas encore construites (par exemple, le chemin de fer du sud et le port dans la baie Steenby.).

3. **Élaboration et intégration du cadre d’EEC pour guider de futures évaluations :** En collaboration avec le comité multipartite susmentionné du nouveau Cadre d’EEC (ou, d’un comité officiel, créé sur la base des consultations avec les intervenants pertinents), la Commission élaborera un cadre d’EEC modernisé pour appuyer la prise en compte de futures évaluations (La Commission espère que ces travaux pour le projet Mary River seront parallèles et soutiendront son actuelle élaboration des Lignes directrices normalisées pour l’évaluation des répercussions et seront intégrés dans les Lignes directrices normalisées pour la préparation d’un Énoncé des répercussion, une fois terminées).

5.2.1 La demande de modification PMA2

Tel que souligné au chapitre précédent, la CNER prévoit recevoir très prochainement, aux fins d’examen, la demande de modification PMA2, qui pourrait exiger un réexamen formel des modalités et conditions pertinentes du certificat de projet no.005 pour le projet Mary River. Devant cette échéance anticipée, l’explication de la Baffinland sur la portée limitée de la demande de modification PMA2 et le délai requis par la Commission pour examiner la demande

de modification PMA2, la CNER partage le point de vue des participants à l'atelier qui estiment que l'évaluation de la demande de modification PMA2 devrait traduire les améliorations apportées à l'évaluation des effets cumulatifs, telles que discutées au cours de l'atelier et lors des premières étapes de l'élaboration du cadre d'ECC; toutefois, le processus d'évaluation de la demande de modification PMA2 devra suivre un calendrier distinct.

5.2.2 Le programme de surveillance actuel et les modalités et conditions du certificat de projet

Le programme de surveillance bien établi de la CNER pour le certificat no.005 du projet Mary River a pour objectifs de :

- a. Mesurer les effets significatifs du projet sur les environnements écosystémique et socioéconomique de la Région du Nunavut;
- b. Déterminer si, et dans quelle mesure, l'utilisation des terres et des ressources en question est effectuée dans des conditions prédéterminées;
- c. Fournir aux organismes les informations nécessaires pour appliquer les modalités et conditions ou les approbations d'utilisation des ressources; et
- d. Évaluer l'exactitude des prévisions formulées dans les énoncés des répercussions du projet. .

Dans le cadre de son programme de surveillance du projet Mary River, la CNER propose d'évaluer, de manière structurée, la mise en vigueur actuelle des modalités du certificat de projet no 005 par rapport aux prévisions de l'évaluation initiale des répercussions du projet et de ses modifications approuvées. Un examen guidé des conclusions de l'évaluation des effets cumulatifs et des données justificatrices sera entrepris pour chaque composante valorisée (CV) et opposé aux résultats de surveillance disponibles et aux conclusions de la Baffinland, de la CNER et d'autres parties afin de déterminer si les modalités peuvent, efficacement, traiter les effets cumulatifs potentiels liés au projet approuvé, y compris pour les composantes du projet approuvé qui n'ont pas encore été construites et les activités du projet approuvé qui n'ont pas encore été entreprises.

La CNER reconnaît que les collectivités du Nunavut et le système de réglementation ont une capacité limitée, ce qui peut nuire à la capacité des parties de s'engager de façon significative et de participer efficacement aux divers processus de réglementation du projet, y compris ceux administrés par la CNER. La Commission propose que l'évaluation des modalités et conditions du certificat de projet no 005 soit alignée, dans la mesure du possible, sur le cycle annuel des activités et des rapports du programme de surveillance de la CNER pour le projet Mary River et qu'elle soit structurée de manière à inclure :

- Des possibilités pour les parties de contribuer au processus de programmation et de structuration des possibilités de participation;
- Participation en personne avec les collectivités ;
- Réunions techniques thématiques ou ateliers pour encourager les discussions approfondies sur des questions spécifiques;
- Mécanismes pour garantir l'imputabilité, l'entente entre les parties et susciter la rétroaction tout au long du processus;
- Une possibilité pour les parties d'examiner et de commenter un rapport provisoire de la CNER avec des résultats préliminaires;
- Un rapport final identifiant les modalités et conditions du projet à réexaminer formellement en vertu de l'alinéa 12.8.2 de l'*Accord du Nunavut* afin de traiter les possibles effets cumulatifs et, le cas échéant, proposer une approche ciblée à cette fin; et,
- Un délai global de 18 mois maximum à partir de la date de lancement ;

Puisque la CNER maintient des programmes de surveillance pour plusieurs autres exploitations minières actives dans la Région du Nunavut, la Commission espère utiliser cette expérience de processus d'évaluation décrit ci-dessus afin d'élaborer une approche plus normalisée qu'elle appliquera aux évaluations périodiques des autres futurs programmes de surveillance.

5.2.3 Développement /finalisation/intégration du cadre d'EEC

La CNER estime que le cadre d'EEC à appliquer aux évaluations futures afférentes au projet Mary River devrait être élaboré en tenant compte des résultats des processus décrits ci-dessus, à savoir l'évaluation de la demande de modification PMA2 et l'évaluation des modalités et conditions du certificat de projet no 005. Bien qu'elle reconnaisse le souhait de certaines parties de limiter l'examen d'autres demandes de projet de la Baffinland jusqu'à la finalisation du cadre d'EEC, la CNER n'a pas le pouvoir discrétionnaire d'empêcher ou de limiter de telles demandes.

Le cadre d'EEC est censé fournir des orientations à l'approche requise pour évaluer les répercussions des CV et éclairer la compréhension des effets cumulatifs potentiels et l'efficacité des mesures d'atténuation proposées pour améliorer la conception des projets et la prise de décision connexe. Au cours des dernières années, la CNER a élaboré des lignes directrices normalisées pour la préparation d'un énoncé des répercussions, qui visent à préciser les approches et les informations requises pour produire un énoncé de répercussions apte à soutenir un examen public approfondi pour tous les futurs grands projets de développement proposés. La CNER estime qu'une fois finalisé, le cadre d'EEC pourra instruire et soutenir ce travail en cours, y compris d'actualiser les sections des lignes directrices normalisées pour la préparation d'un énoncé des répercussions, traitant des effets cumulatifs; et ce travail guidera

les futures demandes non seulement de la Baffinland pour le projet Mary River, mais aussi de tous les autres promoteurs de projets de la Région du Nunavut.

.

ANNEXE A LISTE DES ACRONYMES

Acronyme	Nom complet
Accord du Nunavut	<i>Accord entre les Inuit de la région du Nunavut et Sa Majesté la Reine du Chef du Canada</i>
ACT	Association des chasseurs et trappeurs
Addenda à l'EFRE	Supplément à l'EFRE d'un projet préalablement approuvé
Baffinland ou le promoteur	Baffinland Iron Mines Corporation
Cadre EEC	Cadre d'évaluation des effets cumulatifs
CNER ou la Commission	Commission du Nunavut chargée de l'examen des répercussions
CVÉ	Composante valorisée écosystémique
CVS	Composante valorisée socioéconomique
ECCC	Environnement et Changement climatique Canada
EFRE	Énoncé final des répercussions environnementales
ERE ou ER	Énoncé des répercussions environnementales ou Énoncé des répercussions
GN	Gouvernement du Nunavut
GTET	Groupe de travail sur l'environnement terrestre
GTMM	Groupe de travail sur le milieu marin
km	Kilomètres
LATEPNu	<i>Loi sur l'aménagement du territoire et l'évaluation des projets au Nunavut</i>
MHTO	Mittimatalik Hunters and Trappers Organization
MPO	Pêches et Océans Canada
Mt/a	Million de tonnes par an
NTI	Nunavut Tunngavik Incorporated
OCT	Organisation des chasseurs et trappeurs
PAP	Proposition d'augmentation de la production
PC	Parcs Canada
PGRA	Phase de génération des recettes anticipées
Prolongation	Demande de prolongation de la proposition d'augmentation de la production
QIA	Qikiqtani Inuit Association
RCAANC	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada
SC	Santé Canada
TC	Transports Canada

ANNEXE B

SOMMAIRE DE LA LISTE DES PARTICIPANTS À L'ATELIER

Liste des parties et des personnes déléguées pour représenter leur organisation, ayant confirmé au préalable leur intention de participer à la rencontre. Les observateurs sur la « ligne d'écoute » n'ont pas eu besoin de s'enregistrer et sont représentés dans le nombre de participants en ligne, répertoriés au deuxième tableau ci-après.

Participation générale		
Commission du Nunavut chargée de l'examen des répercussions	Ryan Barry Robbin Sinclair Teresa Meadows – juridique Tara Arko Cory Barker	Brydon Beattie Kelli Gillard <u>Interprètes :</u> Josie Tucktoo Leetia Jane
Baffinland Iron Mines	Megan Lord-Hoyle Lou Kamermans Udlu Hanson Joseph Tigullaraq Elizabeth Luther Kristin Kowbel Mike Settrington Patrick Abgrall Connor Devereaux* Angie Bischoff* Phil Rouget*	Bart Koppe* Melanie Austin* Richard Cook* Paige Glenen* Dan Jarrat* Heather Giddens* Mathew Miller* Jocelyn Fries* Kathryn Kuchapski* Pierre Stecko* Mairi Mackachern*
Nunavut Tunngavik Inc.	Ronnie Suluk Hannah Uniuqsaraq	Arthur Yuan* Neida Gonzalez*
Qikiqtani Inuit Association	Assol Kubeisnova Alistair MacDonald Cory Shefman	Jared Ottenhof Jason Ash
Gouvernement du Nunavut	Justin Buller Jessica Waldinger	Jonas Aznaha David Kunuk
Gouvernement du Canada	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada	
	Spencer Dewar David Abernathy Michael Staniewski Alex Chaikine Richard Bingley	John MacInnis* Jennifer Walsh* Lorena Gracia Zayas* Kim Pawley*
	Environnement et Changement climatique Canada	
	Eva Walker Bridget Campbell	James Olivier* Zubair Dar*

	Mellisa Pinto*
	Pêches et Océans Canada
	Alisdair Beattie Paul Harper Nicholas Wasilik*
	Marriane Marcoux* Kim Howland*
	Santé Canada
	Julie Anderson Paul Partridge
	Cassidy Dutchak* Wendy Wilson*
	Ressources naturelles Canada
	Clarisse Fiset Pierre-Olivier Emond Eli Arkin*
	Stephanie Maillet* Christina Clarke* Peter Unger*
	Parcs Canada
	Marie-Claude Martel
	Transports Canada
	Adam Downing Jaideep Johar*
	Myrna O'Soup Bushie*
	Office des transports du Canada
	Michelle Bloodworth* Sarah Bunting
	Amada Di Maio
	Justice Canada
	Joseph McHattie
	de gestion des projets nordiques
	Adrian Paradis Natalie D'Souza
	Melissa Alexander
Qikiqtaaluk Wildlife Board	Micheal Ferguson
Organisation de chasseurs et trappeurs	Pond Inlet Igloolik Arctic Bay Clyde River Kimmirut Kinngait
	Billy Merkosak Judah Sarpinak Paul Ejangiaq Nysana Qillaq Kiliktee Padluq Simiga Suvega
Océans Nord	Amanda Joynt Mollie Anderson
Fonds mondial pour la nature	Erin Keenan
Observateurs en ligne	
Makivik	Camille Le Gall-Payne*
Commission d'aménagement du Nunavut	Daniel Haney*

*Indique la participation par le biais de la ligne d'écoute

Participation en ligne – écoute seulement	1^{ère} journée	2^{ème} journée 2
Anglais	53	59

Inuktitut	4	3
-----------	---	---

ANNEXE C- ORDRE DU JOUR DÉFINITIF DE L'ATELIER SUR LE CADRE D'ÉVALUATION DES EFFETS CUMULATIFS POUR LE PROJET MARY RIVER DE LA BAFFINLAND

No. de réf de la CNER : 08MN053 – Projet Mary River (le projet)

Promoteur : Baffinland Iron Mines Corporation

Formats: En personne

NOTE: Les liens informatiques assurent une « écoute seulement » (en anglais et en Inuktitut)

Anglais	
Équipes en ligne:	Coord. de la rencontre: 249 235 762 182 Mot de passe : ZpHxTp Cliquer ici pour joindre la réunion Télécharger les équipes Rejoindre le Web
Inuktitut	
Online Teams:	Coord. de la rencontre : 278 335 936 134 Mot de passe : 49ZKcx Cliquer ici pour joindre la réunion Télécharger les équipes Rejoindre le Web

Animation : Personnel de la CNER

Site de la rencontre en personne : Aqşamit Hotel and Conference Centre, Iqaluit, NU

Dates : 19 et 20 février 2024

Heures : 19 février 2024 : 9 h 00 à 17 h 00 (HNE)

20 février 2024 : 9 h 00 à 17 h 00 (HNE)

Remarque : Les heures sont approximatives et sujettes à changement au gré de la CNER. Les pauses pour les déjeuners seront d'environ une heure. Une pause santé de 15 minutes est prévue le matin et l'après-midi. La CNER se réserve le droit d'ajouter une séance en soirée (de 18 h 30 à 21 h 00) le 19 février, selon la progression de l'ordre du jour.

2^{ème} remarque : Il s'agit d'un atelier informel, aux discussions ouvertes et encouragées; aucune transcription ne sera conservée. Des notes pourront être prises pendant la réunion et la Commission pourra rendre compte des résultats aux ministres compétents. Il sera interdit d'enregistrer l'audio/vidéo ou de prendre des images de l'atelier ou des participants sans l'autorisation expresse et écrite de la Commission.

3^{ème} remarque En raison de la nature et de la progression des débats, la Commission peut décider de créer des groupes pour faciliter les discussions de l'atelier.

1^{ère} journée – Lundi 19 février 2024

1. Prière d'ouverture
2. Allocution liminaire de la CNER (30 minutes)
 - i. Vue d'ensemble des objectifs de l'atelier
 - ii. Révision de l'ordre du jour
 - iii. Détails administratifs
3. Présentation de la CNER – Résumé de l'évaluation des effets cumulatifs pour le projet, directive ministérielle et surveillance (15 minutes)
4. Présentation du promoteur – Résumé du projet, état de son développement, résumé de l'approche appliquée pour l'évaluation des effets cumulatifs et des activités de surveillance (60 minutes)
5. Résumé des observations soumises et vue d'ensemble des approches, attentes, portée et échelle de l'évaluation des effets cumulatifs avec suggestions précises sur les éléments requis pour le projet Mary River :
 - i. Nunavut Tunngavik Inc. (40 minutes)
 - ii. Qikiqtani Inuit Association (60 minutes)
 - iii. Gouvernement du Nunavut (40 minutes)
 - iv. Gouvernement du Canada (40 minutes; *si possible, identifier la coordination entre les ministères/organismes*)
 - v. *Autres parties (10 minutes par partie leur permettant de résumer leurs observations soumises ainsi que les commentaires formulés jusqu'à présent).*
6. Discussion en table ronde pour identifier les éléments communs (en se concentrant sur des recommandations tangibles visant à améliorer l'évaluation/surveillance des effets cumulatifs du projet).

Clôture de la 1^{ère} journée

2^{ème} journée – Mardi 20 février 2024 – Iqaluit, NU

7. Allocution liminaire de la CNER (5 minutes)
8. Questions des parties au promoteur, axées sur les préoccupations engendrées par les évaluations actuelles et précédentes des effets cumulatifs ou des activités de surveillance ainsi que sur les attentes/recommandations visant à améliorer la surveillance des effets cumulatifs du projet et l'évaluation des effets cumulatifs de futures propositions.
 - i. *Remarque: lorsque les parties identifieront des lacunes dans les activités de surveillance/évaluation des effets cumulatifs, des recommandations de mesures correctrices de ces lacunes seront recherchées.*
9. Réponse du promoteur aux recommandations spécifiques des parties visant à améliorer l'évaluation/surveillance des effets cumulatifs du projet.
10. Discussion des participants en table ronde déclenchée par les réponses du promoteur

11. Résumés du promoteur et des parties quant à l'entente/adoption des recommandations visant à améliorer l'évaluation/surveillance des effets cumulatifs du projet.
12. Examen des questions en suspens soulevées par les participants et recommandations de la Commission concernant l'élaboration et la mise en vigueur d'un cadre d'évaluation des effets cumulatifs.
13. Prochaines étapes et révision des échéances/calendriers
14. Mot de la fin des participants et de la CNER

Clôture de la 2^{ème} journée